

# LA FORCE DU GROUPE



**TVA**

QUEBECOR MEDIA

**RAPPORT ANNUEL 2003**







*Les 14 candidats finalistes  
pour l'édition 2003 de Star Académie*

## DIX SEMAINES D'ÉMOTIONS INTENSES

De la mi-février jusqu'au début d'avril 2003, quelque 2,5 millions de Québécois ont suivi avec passion, sur les ondes de la télévision de TVA, l'évolution de 14 jeunes artistes qui aspiraient à la consécration. Soir après soir, semaine après semaine, **Star Académie** permettait à ces jeunes, choisis parmi plus de 4 000 candidats, d'améliorer leurs qualités artistiques et de charmer, par leur talent, la population du Québec. Véritable phénomène télévisuel, **Star Académie** a mérité des cotes d'écoute inconnues jusque-là, tout en donnant un regain de vitalité à la chanson québécoise et en consacrant de nouvelles vedettes populaires. **Star Académie 2**, lancé le 15 février 2004, semble voué à un succès encore plus éclatant.

### **table des matières**

**2** profil **3** faits saillants **4** message aux actionnaires **8** revue des activités **16** analyse et commentaires de la direction **25** rapport des vérificateurs aux actionnaires  
**26** états financiers consolidés **55** informations financières périodiques **56** revue des six dernières années **58** conseil d'administration et dirigeants

LA FRODO  
GROUP

## PROFIL



Groupe TVA inc., fondé en 1961 sous le nom de Télé-Métropole Corporation, est une entreprise de communication intégrée active dans les secteurs de la télévision, de l'édition de magazines et dans la distribution de produits audiovisuels.

TVA est la plus importante entreprise privée de production et de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques de langue française en Amérique du Nord. TVA est propriétaire de six des dix stations qui forment le Réseau TVA, soit : CFTM-TV (Montréal), CFCM-TV (Québec), CFER-TV (Rimouski), CHLT-TV (Sherbrooke), CHEM-TV (Trois-Rivières) et CJPM-TV (Saguenay). Les quatre autres stations affiliées au Réseau TVA sont : CFEM-TV (Rouyn), CHOT-TV (Hull), CHAU-TV (Carleton) et CIMT-TV (Rivière-du-Loup). Ces deux dernières stations sont la propriété de Télé Inter-Rives Ltée, dans laquelle TVA détient une participation de 45 %. Le signal du Réseau TVA rejoint la quasi-totalité de l'auditoire francophone du Québec et une portion importante de la population francophone dans le reste du Canada. Par ailleurs, TVA détient des participations dans des services spécialisés analogiques, tels Le Canal Nouvelles (LCN) (100 %) et Canal Évasion (8 %), dans les services spécialisés numériques mentv (51 %) et Mystery (45%) ainsi que dans le service de télévision à la carte Canal Indigo (20 %). De plus, TVA est active dans la commercialisation de divers produits et dans l'infopublicité.

TVA œuvre aussi dans le secteur de l'édition, par l'entremise de ses filiales Les Publications TVA inc. et Les Publications TVA II inc. (Publications TVA) qui, avec leurs hebdomadaires et leurs mensuels d'intérêt général et de divertissement, sont le premier éditeur de magazines francophones au Québec.

# FAITS SAILLANTS FINANCIERS



	2003 (12 mois)	2002 (16 mois)
<b>Faits saillants financiers</b> (en milliers de dollars sauf les montants par action)		
Produits d'exploitation	340 945 \$	439 194 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres éléments	81 459	107 617
Bénéfice net avant éléments non récurrents	54 845	65 597
Bénéfice net	54 513	63 201
Fonds générés par l'exploitation courante	73 297	84 563
Actif total	389 861	425 941
Dette à long terme	24 364	51 220
Avoir des actionnaires	242 153 \$	218 628 \$
Bénéfice net avant éléments non récurrents par action	1,66 \$	1,91 \$
Bénéfice net par action	1,65 \$	1,84 \$
Fonds générés par l'exploitation courante par action	2,22 \$	2,46 \$
Valeur comptable par action	7,45 \$	6,45 \$
Ratio de la structure financière	9 %	19 %
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation (en milliers)	33 053	34 336
Nombre d'actions en circulation	32 507	33 873
<b>COURS DE L'ACTION - TVA.B (TSX)</b>		
Haut	23,00 \$	17,15 \$
Bas	14,10 \$	8,07 \$
Clôture	20,98 \$	13,95 \$
<b>NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS</b> (Groupe TVA et ses filiales à 100 %)	1 244	1 232
<b>NOMBRE D'ACTIONS</b> (au 31 décembre 2003)		
	Total	Actionnariat de Quebecor Média inc.
(en milliers)		
Actions classe A (avec droit de vote)	4 320	4 316 99,9 %
Actions classe B (sans droit de vote)	28 187	7 911 28,1 %
TOTAL	32 507	12 227 37,6 %

MESSAGE  
AUX ACTIONNAIRES

## UNE FORMIDABLE DÉMONSTRATION DE LA FORCE DU GROUPE



Raynald Brière, président et chef de la direction

L'exercice financier 2003 a montré l'ampleur des possibilités que permet la mise en commun des efforts des divers secteurs du Groupe TVA et de sa société mère Quebecor Média inc. L'éclatant succès de **Star Académie**, première véritable émission de télé-réalité produite au Québec, a prouvé de façon spectaculaire l'efficacité de la convergence et la force d'un groupe comme le nôtre. En effet, près de trois millions de téléspectateurs – soit environ 40 % de la population du Québec – ont regardé la finale de la première saison de **Star Académie**. Ce nombre est d'autant plus impressionnant qu'il dépasse tout ce qu'on a pu voir ailleurs, toutes proportions gardées, non seulement au Canada, mais dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

En lançant **Star Académie**, nous avons misé sur la conviction qu'un tel concept, basé sur un « star system » vraiment unique au Québec, nous permettrait d'accroître les synergies entre nos divers secteurs d'activité. Notre proximité du public québécois et notre connaissance de ses goûts et de ses besoins nous ont permis une fois de plus de viser juste : le public a en effet voulu mieux connaître les vedettes de **Star Académie**, et il a pu le faire en lisant les articles que leur consacraient nos magazines et les journaux, particulièrement ceux de Quebecor Média; à leur tour, ces articles et reportages ont contribué à la popularité de l'émission. L'apport de Quebecor Média au succès de **Star Académie** a d'ailleurs été considérable, puisque, en plus de la couverture médiatique des journaux de Quebecor, c'est grâce aux bandes passantes de Vidéotron et à l'expertise technique de Netgraphe que le public a pu suivre en direct l'évolution des jeunes artistes et voter pour ceux qui les touchaient le plus.

Ce succès indéniable, qui constitue une première au Québec à plusieurs égards, a bien sûr contribué à faire de l'exercice 2003 une année remarquable pour le Groupe TVA; remarquable à la fois en termes de succès des contenus que nous avons proposés et sur le plan financier; nous avons en effet réussi à dégager un rendement de 24 % sur l'avoir de nos actionnaires malgré des investissements très substantiels dans le contenu de nos émissions.

### NOS RÉSULTATS TÉMOIGNENT DE NOTRE LEADERSHIP

Nous sommes fiers de nos résultats financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003. Ces chiffres confirment l'excellente santé financière du Groupe TVA et ils témoignent du succès et du leadership de notre entreprise. Notre grande popularité auprès du public est la pierre d'assise de notre succès, puisque nos revenus proviennent essentiellement de la publicité et que les tarifs publicitaires que nous pouvons exiger s'appuient directement sur la capacité d'une émission de rejoindre un vaste auditoire. Nos cotes d'écoute très élevées nous ont donc permis de compenser, par des revenus publicitaires en hausse, l'augmentation importante de nos coûts de programmation; nous avons dû en effet investir des sommes substantielles dans de nouvelles émissions de qualité, tout en étant confrontés à une diminution importante de l'aide gouvernementale à la production télévisuelle.

Dans notre Rapport annuel d'il y a un an, nous avons expliqué que, exceptionnellement, l'exercice financier 2002 avait comporté 16 mois; cela nous permettait de fixer désormais au 31 décembre la fin de notre exercice financier, pour le faire correspondre à une année de calendrier. Les chiffres présentés dans les lignes qui suivent portent sur une année normale et nous les comparerons avec ceux des 12 derniers mois de l'exercice précédent, afin de rendre la comparaison plus juste.

Les revenus consolidés de TVA pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 ont atteint 340,9 millions de dollars, comparativement à 323,4 millions de dollars pour les 12 derniers mois de l'exercice précédent. La Société a généré un bénéfice d'exploitation de 81,5 millions de dollars durant l'exercice, comparativement à 78,9 millions de dollars pour les 12 mois précédents. Nous avons par ailleurs réduit de 52 % notre dette à long terme et racheté 1 452 200 actions de TVA sur le marché, pour une contrepartie totale de 25,8 millions de dollars.

# INVESTIR DANS CE QUI FAIT NOTRE FORCE : LE CONTENU DES ÉMISSIONS

Ce bilan financier vraiment positif consolide nos assises; il nous permettra non seulement de poursuivre notre croissance, mais aussi de profiter, le cas échéant, d'opportunités qui pourraient se présenter et de créer ainsi de la valeur additionnelle pour nos actionnaires, pour nos employés et, ultimement, pour tous ceux qui ont à cœur le développement de TVA.

Nous entendons maintenir notre performance financière, qui compte parmi les meilleures au Canada, et conserver notre leadership dans chacun des marchés où nous sommes actifs.

## VRAIMENT LE MEILLEUR DE LA TÉLÉVISION

Avec 38 % de l'écoute télévisuelle francophone selon le sondage BBM du printemps 2003, le Groupe TVA s'affirme clairement comme le leader de la télévision au Québec. Année après année, nous faisons preuve d'innovation dans les contenus, d'expertise dans la production et la diffusion, et d'une connaissance exceptionnelle des besoins et des attentes du public québécois. Ce public demeure fidèle aux vedettes qu'il aime, et nos cotes d'écoute démontrent, à chaque saison, que c'est sur nos ondes qu'il trouve ce qui correspond le mieux à ses attentes.

Longtemps reconnu d'abord pour la qualité et la popularité de ses émissions de divertissement, le Groupe TVA fait preuve maintenant d'un leadership tout aussi imposant dans le domaine de l'information. Quels que soient l'heure ou le jour, nos bulletins de nouvelles sont les plus écoutés. Quant à LCN, qui constitue la seule véritable chaîne de nouvelles en continu au Québec, sa popularité ne cesse de croître depuis sa création en 1997, contribuant elle aussi à affirmer le leadership du Groupe TVA en matière d'information. Il va de soi que nous sommes particulièrement fiers du chemin parcouru dans ce secteur au cours des dernières années.

Grâce à l'immense succès de nos émissions, nous avons réussi en 2003 à accroître nos parts de marché, ce qui constitue un fait unique dans le secteur de la télévision généraliste en Amérique du Nord. Partout, en effet, la popularité des chaînes généralistes a diminué, au profit des canaux spécialisés; nos cotes d'écoute,

au contraire, ont augmenté, atteignant à elles seules le total de celles des trois autres chaînes généralistes francophones et dépassant très largement les cotes d'écoute de tous les canaux spécialisés et payants réunis.


Maintenir une telle popularité et un niveau de qualité exemplaire nécessite évidemment des investissements majeurs dans le contenu de nos émissions, d'autant plus que les coûts de production n'ont pas cessé d'augmenter depuis trois ans et que la concurrence devient de plus en plus vive; le déploiement de la diffusion numérique, la multiplication des chaînes spécialisées et la popularité croissante d'Internet constituent en effet autant de défis auxquels nous sommes confrontés quotidiennement. Nous arrivons cependant à maintenir notre leadership – et même à le renforcer – en faisant preuve d'une gestion très rigoureuse, qui nous permet d'investir davantage dans ce qui fait notre force : le contenu des émissions.

## RADIO : RENDEZ-VOUS REPORTÉ

Nous avons manifesté très clairement, il y a un an, notre intérêt pour le secteur de la radio, qui constitue selon nous le prolongement naturel du contenu de nos émissions de télévision et de nos magazines. Cette approche avait conduit à l'acquisition des stations de RadioMédia, en partenariat avec Radio-Nord Communications inc., en septembre 2002 et au dépôt de trois demandes de licences radio pour les marchés de Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières. Nous étions convaincus que notre expertise en information, de même que l'expérience de plusieurs de nos dirigeants dans le domaine de la radio et notre appartenance à Quebecor Média constitueraient des arguments positifs en notre faveur.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a tenu en février 2003 des audiences pour analyser la transaction et entendre diverses requêtes, et il s'est finalement opposé à nos demandes. Cette décision du CRTC fut d'autant plus décevante que nous étions confiants d'avoir





## ASSURER NOTRE CROISSANCE DANS LE RESPECT DES INTÉRÊTS DE NOS ACTIONNAIRES ET LA FIDÉLITÉ À NOTRE MISSION

proposé un plan qui répondait vraiment aux besoins du marché et qui cadrerait avec notre stratégie de croissance. Nous n'abandonnons pas pour autant notre projet d'acquiescer éventuellement des stations de radio, au Québec ou ailleurs au Canada. La conjoncture évolue et il est fort probable que les conditions deviendront éventuellement plus favorables à notre entrée dans ce secteur important.

### PUBLICATIONS : NOS MAGAZINES SAVENT TOUCHER LE PUBLIC

Nous avons, en mai 2002, fait l'acquisition des magazines de Publicor, qui avait été jusque-là la propriété de Quebecor Média. Nous sommes heureux de rapporter que l'intégration de ces magazines a été complétée avec succès et que Publications TVA compte maintenant 45 titres, qui rejoignent, ensemble, près des deux tiers des lecteurs de magazines au Québec.

C'est donc dire que, dans le domaine des publications comme dans celui de la télévision, notre proximité du public québécois nous permet de bien évaluer ses besoins et de lui procurer des véhicules d'information appropriés.

Nous avons à la direction de Publications TVA une équipe restreinte mais très expérimentée, qui sait faire preuve de toute la flexibilité nécessaire pour fournir rapidement aux lecteurs de ses magazines exactement le type d'information qu'ils souhaitent obtenir.

Cette flexibilité nous a permis de renforcer les synergies entre nos magazines et nos émissions de télévision, particulièrement dans le cadre de *Star Académie* et d'*Occupation double*, deux émissions où le public s'est attaché solidement aux protagonistes, qui sont rapidement devenus de nouvelles vedettes.

Inversement, la popularité de certains magazines a mené à la création de deux émissions de télévision : *Ma Maison Rona*, une émission de télé-réalité consacrée au monde de la rénovation domiciliaire, et *Clin d'œil*, complément télé de notre magazine féminin numéro un.

### DISTRIBUTION : NOUS CONSTRUISONS DES BASES SOLIDES

TVA Films est une filiale toute récente, puisqu'elle n'a été lancée qu'en 2002, avec l'objectif de poursuivre efficacement l'exploitation de l'important catalogue de droits de TVA International à la suite de la rationalisation des activités de celle-ci.

Même si le nouveau catalogue de films de TVA Films est encore relativement mince, cette division compte déjà quelques très belles réussites, qui laissent présager un avenir fort prometteur. Après s'être associé à la distribution du *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, un film qui a connu un fabuleux succès en 2002, TVA Films a bénéficié de la popularité exceptionnelle du *Pianiste*, de Roman Polanski, non seulement en salles mais également au niveau de la distribution en vidéo. Des films comme *Le Virtuose*, *Gloups! Je suis un poisson* et *Annie Brocoli dans les fonds marins* ont eux aussi attiré d'excellentes critiques et connu de bons succès auprès du public, confirmant une fois de plus la pertinence des choix effectués par notre équipe de spécialistes.

Nous comptons bien faire de TVA Films un intervenant de plus en plus important dans le développement et surtout la distribution du cinéma québécois.

### NOUS AVONS LE VENT DANS LES VOILES

Avec ses assises financières solides, son succès reconnu dans les domaines de la télévision, de l'édition et de la distribution, et son partenariat constructif avec Quebecor Média, le Groupe TVA a vraiment tout ce qu'il faut pour non seulement poursuivre sa croissance mais l'accélérer. Les possibilités qui s'offrent à nous sont très intéressantes et nous avons désormais les moyens de nos ambitions. Nous avons également l'expérience et la rigueur qui nous permettront d'assurer notre croissance dans le respect des intérêts de nos actionnaires et la fidélité à notre mission.





Raynald Brière • Jean Neveu

L'appartenance au groupe Quebecor nous offre en ce sens d'énormes possibilités, comme l'ont démontré les succès de convergence accomplis en 2003, succès dont tous les partenaires ont grandement bénéficié. Quebecor possède au Canada anglais des journaux solidement implantés, et l'on peut imaginer que le modèle de convergence créé ici pourrait devenir éventuellement intéressant dans le reste du pays. Mais nous ne procéderons à de tels développements que dans la mesure où les investissements requis seront raisonnables et la création de valeur, assurée.

### NOS EMPLOYÉS PARTAGENT NOTRE PASSION

Le Groupe TVA bénéficie, à toutes les étapes de la prise de décisions et de la production, de l'expertise de gens qui partagent une même passion : celle de produire des contenus de qualité, qui répondent aux vrais besoins du public. Lorsqu'il a fondé Télé-Métropole, en 1960, Alexandre de Sève insistait déjà sur l'importance de rester en harmonie avec ce que le public veut et pense, et sur la nécessité de lui offrir des émissions de qualité auxquelles il puisse s'identifier. Nos employés, tout comme d'ailleurs la direction du Groupe TVA, n'ont jamais renié cet idéal et c'est toujours avec enthousiasme qu'ils ont su traduire concrètement une telle passion.

Nous avons la chance exceptionnelle de pouvoir compter sur des employés dont la compétence et la capacité de production ont été maintes fois démontrées et qui partagent nos objectifs. Leur contribution à l'évolution de TVA ne s'est jamais démentie, et elle compte pour beaucoup dans notre succès.

Toujours soucieux de maintenir avec nos employés les meilleures relations possibles, nous nous efforçons de leur offrir des conditions de travail qui soient à la hauteur de leurs compétences, tout en respectant évidemment très rigoureusement notre devoir de rentabilité et de croissance. Nous sommes, dans ce contexte, heureux d'avoir signé en 2003 une première convention collective avec l'unité syndicale regroupée de Montréal, qui a remplacé quatre unités distinctes. L'entente est bénéfique pour nos employés et elle laisse au Groupe TVA la souplesse nécessaire pour relever les nouveaux défis que représente la fragmentation des marchés.

### REMERCIEMENTS

Nos premiers remerciements s'adressent bien sûr à nos employés et à nos cadres, sans qui rien de ce que nous avons accompli n'aurait été possible.

Merci également aux membres de notre conseil d'administration, qui font preuve d'un professionnalisme et d'une rigueur exemplaires dans l'exercice de leurs fonctions de représentants de l'ensemble de nos actionnaires. Nous adressons des remerciements particuliers à MM. Michel Décarie et Yves Fortier, qui ont quitté le conseil au cours de l'exercice, et nous souhaitons la plus cordiale bienvenue à deux nouveaux administrateurs, MM. Sylvain Toutant et Marc Courtois.

Nos remerciements s'adressent aussi à tous nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous accordent sans relâche, et plus particulièrement à notre actionnaire principal, Quebecor Média, qui nous soutient dans nos décisions et qui nous manifeste jour après jour sa confiance. Sans Quebecor Média et sans la cohésion qui fait la force de tout le groupe, l'impact de nos efforts de convergence aurait été beaucoup moindre et des succès comme ceux remportés par **Star Académie** auraient été simplement impossibles.

Merci enfin au public qui regarde nos émissions, lit nos magazines et apprécie les films que nous distribuons, et à nos annonceurs, qui ont compris que TVA constitue pour eux le véhicule de choix pour rejoindre les consommateurs. Le public est libre de ses choix, et nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour continuer à trouver et à produire des contenus qui sauront le divertir et l'informer.

Le président et chef de la direction,

Raynald Brière

Le président du conseil d'administration,

Jean Neveu

## REVUE DES ACTIVITÉS TÉLÉVISION



### NOS ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION DOMINENT DANS TOUS LES SONDAGES

Du début de l'année jusqu'à la fin de 2003, tous les sondages BBM ont confirmé une fois de plus le leadership de TVA, qui domine sur tous les plans. Neuf des 10 émissions les plus écoutées au printemps provenaient de notre programmation; TVA dominait encore à l'automne, avec 9 émissions sur 10; et pour l'ensemble de l'année, 40 des 50 émissions les plus populaires ont été diffusées sur nos ondes. La télévision évolue et nous évoluons avec elle. Fidèle à sa mission originale, le Groupe TVA continue en effet de présenter aux Québécois et aux autres francophones du Canada des émissions qui les passionnent : des contenus de la plus haute qualité, qui remportent jour après jour l'adhésion de la très vaste majorité des téléspectateurs.



Si l'on devait résumer la recette du succès de TVA, cela tiendrait en quatre mots : proximité, émotion, qualité et innovation. Proximité, parce qu'il faut être proche des gens pour bien sentir ce qu'ils aiment et pour leur proposer des contenus auxquels ils peuvent s'identifier, tant dans le domaine du divertissement que dans celui de l'information. Émotion, parce que les gens ont besoin de partager des expériences qui les touchent. Qualité, parce que les Québécois ont pris l'habitude, depuis déjà une quarantaine d'années, de voir des émissions qui respectent leurs valeurs. Et enfin innovation, parce que les gens évoluent et que nous voulons toujours répondre à leurs attentes. Pour maintenir notre leadership, nous devons donc offrir continuellement quelque chose de plus que nos concurrents. Les chiffres ne mentent pas : ils constituent la preuve que les émissions de télévision que nous proposons aux Québécois s'intègrent parfaitement à leur quotidien.

### LE PHÉNOMÈNE *STAR ACADEMIE*

L'immense popularité de *Star Académie*, déjà cité comme un phénomène et comme un modèle de télévision originale et de qualité, traduit de façon éloquente la capacité de TVA de rejoindre efficacement son public. Succès sans précédent en termes de cotes d'écoute, *Star Académie* fut également une démonstration convaincante des possibilités énormes qu'offre la convergence.

Première émission canadienne de télé-réalité à voir son contenu décliné également dans l'imprimé, le disque, le spectacle et le Web, *Star Académie* a lancé avec éclat l'an un de la convergence et conquis tous les publics. En plus d'attirer près de trois millions de téléspectateurs à son grand gala de clôture, la première saison de l'émission a retenu l'attention de près de deux millions et demi de personnes en moyenne pour ses galas hebdomadaires, tandis que plus d'un million et demi de Québécois ont suivi quotidiennement l'évolution des jeunes participants tout au long des dix semaines de diffusion.







En plus d'offrir aux téléspectateurs un contenu exceptionnel, le concept de **Star Académie** contribue efficacement à la création d'une relève pour le « star system » québécois. Quatorze finalistes ont été retenus pour la première saison, au terme de plus de 4 000 auditions à travers le Québec, et plus de 6 000 jeunes ont passé des auditions en vue de la deuxième saison, qui a débuté le 15 février 2004. Le Québec regorge de jeunes chanteurs et chanteuses de talent, et **Star Académie** leur offre une occasion unique de se faire connaître et d'accéder, pour les meilleurs d'entre eux, au « star system ».

C'est un véritable raz-de-marée qui a déferlé sur le Québec avec **Star Académie**. Il s'agit d'une émission rassembleuse, qui stimule les industries culturelles et plus particulièrement la chanson d'expression française. Pour atteindre un tel succès, il a fallu que TVA mette à contribution non seulement les Publications TVA, mais tous ses partenaires d'affaires chez Quebecor Média : Vidéotron, Netgraphe et Archambault, sans oublier les quotidiens de Quebecor, qui ont largement contribué à la popularité du phénomène auprès du grand public.

Le fait que **Star Académie** ait constitué l'événement marquant de l'année 2003 n'enlève rien à l'éclat du succès de nos émissions régulières. **Salut Bonjour!**, **Fortier**, **Histoires de filles**, **Km/h**, **Tribu.com**, **Emma** et **Les Poupées russes**, pour ne nommer que celles-là, ont en effet brillé une fois de plus au sommet des émissions les plus populaires au Québec. Quant à notre nouvelle émission **Occupation double** et aux deux émissions lancées en collaboration avec nos magazines, soit **Clin d'œil** et **Ma Maison Rona**, elles ont connu elles aussi beaucoup de succès. Ensemble, nos émissions ont fait grimper nos parts de marché, ce qui constitue un exploit en cette période où l'on enregistre partout une baisse de l'écoute de la télévision généraliste. Cette grande popularité de nos émissions nous a permis de réaliser un autre objectif important et de voir nos revenus publicitaires croître de façon significative; nous en sommes d'autant plus satisfaits que nous avons dû, pour continuer à offrir des contenus innovateurs et de la plus haute qualité, investir encore davantage dans notre programmation.

## L'INFORMATION : AU CŒUR DE NOS PRIORITÉS

Ce qui définit un réseau de télévision, c'est d'abord la qualité de son information. Et sur ce plan, l'évolution de TVA au cours des années, et plus particulièrement depuis trois ans, a été remarquable. Bâties autour de personnalités auxquelles le public québécois s'est attaché, nos émissions d'information sont vivantes, directes et très axées sur les priorités de nos publics. C'est sans doute la raison pour laquelle nos bulletins d'information dépassent, en termes de cotes d'écoute, ceux de nos concurrents. Une telle popularité démontre, une fois de plus, le succès de notre formule, qui s'appuie sur la proximité et la qualité : les gens apprécient notre façon simple et directe de transmettre les nouvelles, et ils accordent beaucoup de crédibilité à nos journalistes et à ceux qui présentent nos bulletins de nouvelles.

Deux exemples permettent d'illustrer cette crédibilité exceptionnelle : Pierre Bruneau et Sophie Thibault. Chef d'antenne du **TVA 18h** et coanimateur du **17 h**, Pierre Bruneau est le journaliste le plus populaire auprès des Québécois depuis déjà 25 ans. Rassurant, il privilégie un traitement humain de l'information et sait toujours mesurer l'impact d'une nouvelle sur la vie des gens. Quant à Sophie Thibault, première femme à avoir été nommée chef d'antenne au Québec dans le créneau horaire des nouvelles de fin de soirée, elle sait, par son empathie naturelle et sa façon unique de lire les nouvelles, rester proche des téléspectateurs.

Pour les grands rendez-vous de l'actualité, c'est donc de plus en plus vers TVA que les Québécois se tournent en grand nombre, sachant qu'ils vont y trouver une information complète, qui répond à leurs questions et à leurs préoccupations. Depuis **Salut Bonjour !** avec Guy Mongrain et son équipe, en ondes dès 6 h, jusqu'au **TVA Réseau** de 22 h, tous nos bulletins d'information ont consolidé leur leadership en 2003. Nous sommes également très fiers d'avoir, pour la première fois de notre histoire, été le réseau de choix des Québécois pour la Soirée des élections provinciales, au printemps 2003.

## LCN ET LES CHÂÎNES SPÉCIALISÉES

Cette importance que nous accordons à l'information explique en grande partie le succès et le progrès de LCN depuis sa création en 1997. Canal spécialisé de nouvelles en continu, LCN a vu ses revenus publicitaires croître de 21 % en 2003. Quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit, on trouve sur LCN, en moins de 15 minutes, toutes les nouvelles importantes. On y trouve également, généralement plus vite que sur les chaînes concurrentes, toute une gamme de renseignements pratiques sur les conditions des routes, la météo et tout ce qui peut avoir un impact direct sur la vie quotidienne des Québécois.

L'intégration de LCN dans le Groupe TVA nous permet de rejoindre, à un coût très raisonnable, deux millions de téléspectateurs chaque semaine. Les équipes de nouvelles de TVA et de LCN travaillent en effet en parfaite intégration, ce qui augmente l'impact de leur travail tout en réduisant les coûts de production.



Ce modèle s'avère très efficace, et nous comptons l'appliquer à d'autres domaines de l'information. C'est ainsi que nous devrions lancer dès 2004 le canal LCN Affaires, qui offrira des nouvelles financières et divers contenus reliés au monde des affaires.

Nous avons par ailleurs lancé en 2003 un canal de télé-achats, STV, qui présente aux téléspectateurs de l'information sur divers produits exclusifs et leur donne la possibilité de se les procurer de façon simple, dans le confort de leur foyer. Cette approche originale du magasinage suscite beaucoup d'intérêt, et nous prévoyons la développer dans les années qui viennent.

Nos chaînes numériques en langue anglaise mentv et Mystery, deux canaux spécialisés que nous détenons en partenariat, continuent de progresser conformément à nos prévisions. Ces chaînes, qui visent des niches en pleine expansion, devraient constituer, à moyen terme, d'excellents investissements. Nous détenons plusieurs autres licences en numérique, un marché qui semble sur le point d'atteindre une masse critique importante et qui constituera très bientôt une rampe de lancement pour de nouveaux services.







## PRODUCTION

La filiale de TVA, JPL Production, produit en moyenne, chaque année, près de 1 400 heures d'émissions pour l'ensemble de nos stations. Parmi les productions de 2003, soulignons les très populaires émissions *Salut, Bonjour!* et *Les Poupées russes*, de même que le *Gala MétroStar*. Fondée en 1965, JPL Production possède une vaste expérience dans tous les domaines de la production télévisée, notamment les émissions en direct, les dramatiques, les émissions de variété, les jeux et les galas. Soucieuse de satisfaire aux plus hautes normes de qualité, JPL Production a accès à un bassin de créateurs et d'artisans qui comptent parmi les meilleurs de l'industrie, et elle bénéficie des installations techniques du Réseau TVA.

### FAIRE PREUVE D'AUDACE ET D'UN OPTIMISME TEINTÉ DE RÉALISME

Il est clair que, au cours des prochaines années, les choix proposés aux téléspectateurs vont se multiplier et qu'ils proviendront tout autant de l'étranger que du Québec. Dans cet univers de choix, les télédiffuseurs qui vont réussir seront inévitablement ceux qui auront le plus d'expérience en contenu et qui sauront créer des événements vraiment rassembleurs.

L'expérience et les succès que nous avons accumulés depuis une quarantaine d'années nous préparent bien à affronter ces nouveaux défis. Notre connaissance du public et de ses besoins, et notre expertise reconnue en production de contenus innovateurs et de qualité, sont autant d'atouts qui nous permettront de continuer à faire face à une concurrence de plus en plus vive. La réussite de nos premières expériences de convergence, en particulier, est un bon indice de notre capacité à nous adapter à une réalité en perpétuelle évolution.

Nous sommes donc très confiants face à l'avenir et nous entendons maintenir le leadership qui nous caractérise. Nos équipements, nos studios, et surtout nos équipes, nous donnent une grande capacité de production. Et nous sommes, au sein de Quebecor Média, au cœur d'une convergence qui nous donne des moyens additionnels pour faire preuve d'audace dans l'innovation.



## REVUE DES ACTIVITÉS ÉDITION



### QUATRE MILLIONS ET DEMI DE LECTEURS CHAQUE SEMAINE

Chef de file dans l'édition de magazines au Québec, Publications TVA publie 45 magazines populaires, dont les plus connus sont *7 Jours*, *Le Lundi*, *Dernière Heure*, *Clin d'œil*, *Femme d'aujourd'hui*, *Les Idées de ma maison*, *Star inc.*, *TV Hebdo* et *Cool!* Nos magazines hebdomadaires rejoignent plus de 4,5 millions de lecteurs chaque semaine, et les ventes des Publications TVA représentent près de 78 % du marché des magazines francophones vendus en kiosque au Québec. En plus de ses hebdomadaires et de ses mensuels, Publications TVA publie des livres et des numéros spéciaux, hors-série ou saisonniers tels que *Côté Jardins*, *Déco Internationale*, *Recevoir*, *l'Album Mixmania* et le magazine officiel de *Star Académie*.

### MISSION ACCOMPLIE

Nous avons complété avec succès, en 2003, l'intégration des magazines acquis de Publicor en 2002 et nous avons procédé à un examen en profondeur du contenu et de la présentation de chacun de nos magazines. Un tel exercice était d'autant plus important que l'on constate partout, en Amérique du Nord comme en Europe, un ralentissement général des ventes de magazines en kiosque. La concurrence est de plus en plus vive dans le marché des magazines : la multiplication des cahiers spéciaux dans les éditions du week-end des grands quotidiens et la prolifération des sources d'information sur Internet exercent en effet une pression de plus en plus grande sur les ventes de magazines, et Publications TVA n'échappe évidemment pas à cette tendance.

Afin de freiner l'érosion des ventes en kiosque, nous avons donc décidé d'investir davantage dans la promotion de nos magazines, tout en les rendant encore plus attrayants.

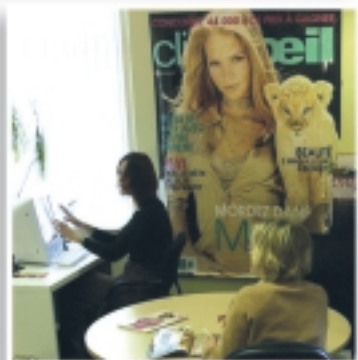
### CURE DE RAJEUNISSEMENT

*Écho-Vedettes*, notamment, est maintenant publié dans un tout nouveau format, qui répond mieux aux attentes de ses lecteurs, et entièrement en couleurs. Ce magazine artistique hebdomadaire, publié depuis déjà 40 ans, comble un besoin manifeste dans le "star system" québécois, et c'est sans doute ce qui assure son succès chez près de 600 000 lecteurs chaque semaine.

En plus de rajeunir nos publications, nous avons lancé en 2003 un nouveau magazine, *Vous*, et publié des éditions spéciales *Star Académie* et *Occupation double*, afin de répondre à l'engouement suscité par ces deux émissions extrêmement populaires. Publié six fois par année, en plus de deux numéros spéciaux, *Vous* s'adresse plus particulièrement aux gens de 45 ans et plus, qui constituent une tranche sans cesse plus importante de la population québécoise. Ce nouveau magazine ayant suscité d'excellents commentaires, nous allons multiplier les efforts pour augmenter le nombre de ses abonnés, qui représentent pour les annonceurs un public particulièrement intéressant. Quant aux éditions spéciales *Star Académie* et *Occupation double*, elles ont participé très activement au mouvement de convergence qui a accompagné le lancement des premières véritables émissions de télé-réalité au Québec.

### MAGAZINES ET TÉLÉVISION : DES SYNERGIES PROMETTEUSES

Nos liens avec le Réseau TVA permettent en effet de nombreuses synergies, dont la possibilité de jumeler avantageusement magazines et émissions de télévision. *Star Académie* et *Occupation double*, qui ont offert aux téléspectateurs des contenus riches et innovateurs, ont ainsi donné naissance aux éditions spéciales déjà mentionnées, permettant au public de mieux connaître les jeunes vedettes de ces nouveaux concepts d'émission de télévision; ces émissions ont en outre stimulé les ventes en kiosque de certains de nos magazines, malgré la tendance contraire observée chez la plupart de nos concurrents.



Nos magazines ont par ailleurs donné naissance à deux nouvelles émissions de télévision sur les ondes de TVA. ***Clin d'œil*** est entièrement consacrée à la mode, à la beauté et aux nouvelles tendances, et ses contenus sont directement tirés du magazine du même nom, tandis que ***Ma Maison Rona*** complète et enrichit les contenus de nos magazines consacrés à la rénovation et au bricolage.

Même si ces lancements et éditions spéciales ont entraîné une hausse des frais de rédaction, les sommes et les efforts que nous y avons consacrés ont constitué de très bons investissements puisque certains de nos magazines ont connu jusqu'à 44 % d'augmentation de leurs ventes en kiosque durant les périodes de diffusion des émissions vedettes de TVA.

Ce regain remarquable chez certaines de nos publications, conjugué à une gestion très rigoureuse de nos coûts de production, nous a permis d'atteindre nos objectifs de rentabilité pour 2003 malgré les difficultés du marché. Nous avons par ailleurs démontré qu'une meilleure coordination entre les émissions de télévision de TVA et nos magazines peut donner naissance à des synergies extraordinaires et entraîner des résultats très positifs.

La télévision est au cœur du quotidien des gens, et le succès de nos produits y est intimement lié. Nous allons donc poursuivre en 2004 notre adaptation continue aux besoins de nos lecteurs et multiplier les occasions de synergies avec tous nos partenaires. Le dévouement et l'expertise considérable des gens qui composent nos équipes nous permettront de coller de près aux événements qui intéressent nos lecteurs et de fournir aux annonceurs des véhicules exceptionnels pour rejoindre leurs publics cibles.





## REVUE DES ACTIVITÉS DISTRIBUTION



### TVA FILMS ATTEINDRA BIENTÔT SA VITESSE DE CROISIÈRE

Pour TVA Films, dont la création ne remonte qu'à 2002, l'exercice 2003 aura été d'abord et avant tout une année de consolidation.

Le catalogue de TVA Films est encore jeune; ce n'est que dans un an ou deux que l'on pourra en mesurer les véritables retombées. Le marché du cinéma s'inscrit en effet dans la durée, et il s'écoule en moyenne environ trois ans entre le moment où l'on acquiert les droits de distribution d'un film et la sortie de celui-ci en salles. Entre-temps, toutefois, TVA Films poursuit de façon dynamique l'exploitation du catalogue de droits acquis de TVA International, dont les rendements se sont avérés en 2003 supérieurs aux prévisions. Le film *Le Pianiste*, par exemple, compte parmi les titres qui ont contribué au succès de TVA Films au cours de l'année écoulée.

### DES VALEURS SÛRES

TVA Films continue donc de gérer le catalogue de TVA International tout en faisant l'acquisition de nouveaux films. Après avoir bénéficié des retombées de la distribution du *Pianiste*, du *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* et de *Décalage horaire*, TVA Films a connu en 2003 d'autres succès, notamment avec *Le Virtuose*, *Gloups! Je suis un poisson* et *Annie Brocoli dans les fonds marins*; ces deux derniers films, tout particulièrement, ont connu auprès des jeunes un succès important. TVA Films a parfaitement réussi l'intégration de ses activités d'acquisition de droits de distribution et de télévision, dans le respect rigoureux de ses budgets d'acquisition.

L'exercice 2004 devrait permettre à TVA Films de compléter la phase de transition qui a suivi sa création, pour atteindre assez rapidement sa véritable vitesse de croisière. Parmi les films qui sortiront en salles d'ici la fin de l'année, mentionnons *Eternal*, avec la comédienne Caroline Néron, et *Crazy*, une nouvelle

comédie avec Michel Côté; ces deux films rassemblent tous les éléments qui devraient en faire des succès, d'autant plus qu'ils bénéficieront vraisemblablement de l'engouement actuel du public québécois pour les films produits au Québec.

Le film afghan *Osama*, lancé au Québec au début de 2004, devrait pour sa part bénéficier du prestige que lui ont conféré les prix et les mentions mérités à Cannes, à Londres et à Hollywood. TVA Films est en outre associé à quelques films qui ont de fortes chances de réussir au Canada anglais, notamment la comédie *Intern's Diary*.







TVA Films devrait donc connaître une bonne année en 2004 et confirmer le rôle de plus en plus important qu'il entend jouer dans le développement et surtout la distribution du cinéma québécois. Quoique restreinte, l'équipe de TVA Films est très expérimentée et elle a su, en deux ans à peine, gagner la confiance des producteurs et négocier d'excellents partenariats de distribution. La polyvalence et l'expérience de notre équipe nous permettront de progresser dans un univers où il n'est pas facile de constituer un catalogue diversifié, composé à la fois de films populaires, de films de genre et de films d'auteur, souvent moins populaires dans l'immédiat mais voués à une vie plus longue sur le marché de la vidéo.

La distribution des films en vidéo, notamment grâce au DVD, qui fait présentement une percée spectaculaire, constitue en effet un débouché de plus en plus important et rentable. TVA Films travaille d'ailleurs, en collaboration avec ses partenaires, dont, au premier chef, TVA, à la mise en marché de produits vidéo tirés de séries qui ont été particulièrement populaires auprès des téléspectateurs.

#### UN PARTENAIRE IMPORTANT

L'avenir de TVA Films semble très prometteur. Sa stratégie d'acquisitions ciblées devrait amenuiser les risques particuliers liés à ce secteur d'activités, tout en consacrant sa détermination à renforcer sa présence dans les titres québécois et sa collaboration avec le secteur de la télévision. TVA Films entend donc accélérer son développement et devenir un partenaire de premier choix dans la distribution des films québécois et canadiens.



# ANALYSE ET COMMENTAIRES DE LA DIRECTION

## STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs : la télévision, l'édition et la distribution. En télévision, TVA est active en production et diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en production commerciale et dans le télé-achats. TVA est l'entreprise privée qui exploite le réseau de télévision de langue française le plus important en Amérique du Nord. En édition, TVA publie 45 magazines spécialisés, dont 5 magazines hebdomadaires, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française au Québec. En distribution, TVA bénéficie d'un catalogue de droits important, qu'elle exploite sur toutes les plates-formes : cinéma, vidéo, télévision payante et à la carte et enfin télévision spécialisée et généraliste.

## GÉNÉRALITÉS

L'exercice 2003 aura été, à tous points de vue, une autre excellente année pour TVA. Malgré une concurrence accrue en télévision, particulièrement de la part des canaux spécialisés, les parts de marché de TVA ont progressé au cours de l'année. La programmation intéressante et variée de TVA a su en effet capter et conserver l'attention des téléspectateurs, pour leur plus grand plaisir. En fait, 40 des 50 émissions les plus regardées au Québec au cours de l'année ont été diffusées sur TVA. La stratégie de TVA, qui consiste à optimiser l'utilisation de ses ressources, tant humaines que financières, vers la production et l'acquisition de contenus, s'est poursuivie tout au long de l'exercice. La croissance importante des investissements en programmation nécessaires pour soutenir la concurrence et absorber la diminution importante de l'aide financière à la production d'émissions a même été compensée partiellement par une réduction des autres frais d'exploitation.

Au cours du premier trimestre, TVA a fait l'acquisition de la participation de HSS France dans la coentreprise HSS Canada inc., spécialisée dans le télé-achats, faisant de HSS Canada inc. une filiale à part entière de Groupe TVA inc. La dénomination sociale de cette filiale a été modifiée le 27 juin 2003 pour TVAchats inc. Depuis cette acquisition, des modifications importantes dans la gestion et la commercialisation du télé-achats ont été effectuées afin d'assurer une croissance accrue de cette activité pleine de potentiel.

Le secteur de l'édition a également livré une solide performance malgré des ventes en kiosques toujours sous pression compte tenu du foisonnement de contenus dans le marché, que ce soit sur Internet ou via les journaux locaux ou nationaux, qui publient de plus en plus de cahiers spéciaux. Les magazines de TVA ont très bien utilisé le contenu de certaines émissions diffusées par la télévision, bénéficiant pleinement de ce qu'il est convenu d'appeler la convergence. Dans un souci de toujours livrer aux lecteurs des magazines qui correspondent à leurs goûts, un nouveau magazine a été lancé en 2003 : **Vous** s'adresse particulièrement aux femmes de la génération des « baby boomers ». Ce nouveau magazine et la bonne performance de l'ensemble des autres magazines ont permis au secteur de l'édition d'enregistrer une légère croissance de ses ventes en kiosque. De plus, suite à l'acquisition de Publicor en 2002, le département des ventes publicitaires a été complètement réorganisé, ce qui a contribué à la croissance des recettes publicitaires du secteur en 2003.

Le secteur de la distribution a continué sa progression. Le développement du catalogue de TVA Films a progressé grâce à d'intéressantes acquisitions de droits de distribution. Quant à l'exploitation de l'ancien catalogue de TVA International, elle s'est poursuivie comme prévu.

C'est au cours de cette année également que TVA pensait ajouter le secteur de la radio à son portefeuille de propriétés. L'acquisition de six stations de radio AM et d'une station FM devait en effet se concrétiser au cours de l'année 2003, mais le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) n'a malheureusement pas donné son accord à cette transaction. Ce secteur constitue cependant un champ d'intérêt important pour TVA, et nous demeurons à l'affût de toute opportunité qui pourrait se présenter.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

L'analyse et les commentaires de la direction sur les résultats et la situation financière du Groupe TVA qui suivent doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société.

Compte tenu de la particularité de l'exercice financier 2002, qui comportait 16 mois, les commentaires de la direction porteront sur l'analyse comparative de l'exercice financier 2003 avec l'exercice financier 2002 mais plus particulièrement en comparant les résultats de l'exercice financier 2003 avec les résultats financiers des 12 mois correspondants de l'année précédente.

Produits d'exploitation (en milliers de dollars)

	12 mois terminés le 31 décembre 2003	12 mois terminés le 31 décembre 2002	16 mois terminés le 31 décembre 2002
Télévision	245 643 \$	233 303 \$	321 103 \$
Édition	77 606	64 771	81 836
Distribution	19 872	26 910	38 755
Éléments intersectoriels	(2 176)	(1 629)	(2 500)
	<b>340 945 \$</b>	<b>323 355 \$</b>	<b>439 194 \$</b>

Bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissement et autres éléments (BAIIA)  
(en milliers de dollars)

	12 mois terminés le 31 décembre 2003	12 mois terminés le 31 décembre 2002	16 mois terminés le 31 décembre 2002
Télévision	63 228 \$	62 154 \$	87 302 \$
Édition	19 079	16 744	20 315
Distribution	(848)	-	-
	<b>81 459 \$</b>	<b>78 898 \$</b>	<b>107 617 \$</b>

Pour l'exercice de 12 mois terminé le 31 décembre 2003, les produits d'exploitation consolidés de Groupe TVA ont atteint 340 945 000 \$, en hausse de 5,4 % sur les 323 355 000 \$ enregistrés au cours de la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette hausse des produits d'exploitation consolidés s'explique par une bonne performance des ventes publicitaires dans le secteur de la télévision ainsi que par l'impact de l'acquisition des magazines de Quebecor Média en mai 2002. Le secteur de la distribution a connu une baisse de 7 millions de dollars de ses produits d'exploitation, une baisse qui résulte des décisions de rationalisation prises en 2001. La diminution des produits d'exploitation consolidés comparativement aux 439 194 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

Le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissement et autres éléments (BAIIA) a atteint 81 459 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003, comparativement à 78 898 000 \$ pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation du BAIIA du secteur de l'édition, qui a bénéficié de l'apport des magazines acquis de Quebecor Média pour toute l'année comparativement à un peu moins de 8 mois l'année précédente. La diminution du BAIIA par rapport aux 107 617 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice de 16 mois l'année dernière s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

## TÉLÉVISION

Les produits d'exploitation du secteur de la télévision ont atteint 245 643 000 \$ au cours de l'exercice, comparativement à 233 303 000 \$ pour la période correspondante de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette croissance de 12 millions de dollars des produits d'exploitation en télévision provient de l'amélioration des recettes publicitaires et de l'impact de l'acquisition de la participation que détenait HSS France dans TVAchats inc. (anciennement HSS Canada inc.), responsable des activités de télé-achats. Au cours du premier semestre, le marché publicitaire a connu une croissance soutenue et TVA en a largement bénéficié avec une programmation des plus solides, qui incluait, entre autres, **Star Académie**, première véritable émission dite de télé réalité au Québec, réalisée et diffusée avec une participation importante de la société mère de TVA, Quebecor Média inc. Les sondages BBM du printemps 2003 (Québec franco tous 2+ lun-dim 6h-2h) reflètent bien l'immense succès de la programmation de TVA, qui a obtenu 38 % du marché et diffusé 9 des 10 émissions les plus populaires. Le marché publicitaire a cependant connu un net ralentissement au cours de la deuxième moitié de l'année financière. Le potentiel publicitaire de la programmation et de ses nouvelles émissions n'a donc pu être pleinement exploité. TVA a tout de même connu un autre excellent sondage à l'automne 2003, obtenant 32 % du marché avec la diffusion encore une fois de 9 des 10 émissions les plus populaires. La progression des canaux spécialisés s'est poursuivie en 2003, LCN (canal nouvelles analogique en français) ayant enregistré une progression de 21 % de ses ventes publicitaires alors que mentv et Mystery, deux canaux spécialisés numériques que TVA détient en partenariat avec CanWest Global, ont vu leurs revenus, principalement d'abonnés, progresser de plus de 40 %. Du côté du télé-achats, une nouvelle approche et une nouvelle programmation ont été développées au cours du deuxième trimestre et les résultats de ces efforts ont commencé à se faire sentir au quatrième trimestre. La diminution des produits d'exploitation de la télévision par rapport aux 321 103 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice financier de 16 mois en 2002 s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

Le BAIIA du secteur de la diffusion a atteint 63 228 000 \$ au cours de l'exercice, comparativement à 62 154 000 \$ pour la période correspondante de 12 mois un an auparavant. Plus de 50 % des frais d'exploitation de ce secteur sont directement liés au contenu. Les coûts de contenus ont en effet connu une croissance de plus de 10 % au cours de l'exercice, compte tenu de la diminution importante de l'aide gouvernementale à la production d'émissions de télévision, de l'inflation propre à l'acquisition de contenus pour lesquels la demande est de plus en plus forte, et des investissements supplémentaires et stratégiques effectués par TVA dans le but d'offrir aux téléspectateurs et aux annonceurs une variété d'émissions des plus intéressantes et performantes. L'ensemble de notre programmation nous permet par ailleurs de respecter les conditions de licence de TVA, y compris les avantages tangibles imposés par le CRTC lors du transfert de la licence à Quebecor Média inc. en octobre 2001. Les autres frais d'exploitation sont restés relativement stables, et ce, malgré la croissance des frais qui varient en fonction des produits d'exploitation. Le contrôle serré des coûts et l'amélioration continue de nos processus d'affaires auront donc permis à TVA d'améliorer son efficacité et sa productivité de façon générale. La diminution du BAIIA par rapport au BAIIA de 87 302 000 \$ enregistré au cours de l'exercice de 16 mois l'année dernière s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

## ÉDITION

Les produits d'exploitation du secteur de l'édition ont atteint 77 606 000 \$ au cours de l'exercice, comparativement à 64 771 000 \$ pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette croissance des produits d'exploitation s'explique principalement par l'impact de l'acquisition des magazines de Quebecor Média, réalisée le 16 mai 2002; elle traduit également une légère croissance des ventes en kiosque et une bonne croissance des recettes publicitaires. Au cours de l'exercice, Les Publications TVA inc. est venue largement puiser dans la programmation du secteur de la télévision, permettant ainsi à ses magazines d'offrir à leurs lecteurs des contenus variés et intéressants; elle a, du même coup, donné un appui supplémentaire à la programmation de la télévision.



Que ce soit à travers *Star Académie*, *Occupation Double*, *Clin d'œil* ou *Ma Maison Rona*, ce déploiement de contenus a certainement intéressé les publics de TVA puisque, malgré la concurrence très vive qui existe dans ce secteur, les ventes en kiosque ont réussi à progresser. Le lancement du nouveau magazine *Vous* au cours de l'exercice a également contribué à la croissance des ventes en kiosque. Le regroupement des forces de vente de Publicor et de Les Publications TVA en 2002 et la réorganisation qui a suivi en 2003 ont vraiment porté fruits : la croissance des recettes publicitaires a en effet été supérieure à la croissance estimée du marché publicitaire dans les magazines. La diminution des produits d'exploitation de l'édition par rapport aux 81 836 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice financier de 16 mois en 2002 s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

Le BAIIA du secteur de l'édition s'est élevé à 19 079 000 \$ au cours de l'exercice, comparativement à 16 744 000 \$ pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. La croissance du BAIIA de l'édition s'explique non seulement par l'apport des magazines acquis de Quebecor Média, mais également par la croissance des revenus et par une gestion très serrée des bons à tirer et des frais d'exploitation, qui ont largement compensé la perte d'exploitation prévue et encourue par le nouveau magazine. La baisse de l'aide gouvernementale destinée à soutenir l'édition de magazines canadiens n'a eu que peu d'impact sur les résultats de l'exercice; ses effets se feront surtout sentir à compter de 2004. La marge bénéficiaire a atteint 25 % au cours de l'exercice, comparativement à 26 % au cours de la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette légère baisse résulte de deux facteurs : l'impact du nouveau magazine et une marge généralement moins forte dégagée par les magazines mensuels acquis de Quebecor Média. La diminution du BAIIA de l'édition par rapport aux 20 315 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice financier de 16 mois en 2002 s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

## DISTRIBUTION

Les produits d'exploitation du secteur de la distribution ont été de 19 872 000 \$ pour l'exercice, comparativement à 26 910 000 \$ pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. La baisse des produits d'exploitation de ce secteur résulte principalement des décisions de rationalisation prises en 2001. L'exploitation du catalogue de droits de TVA International a donné de très bons résultats, particulièrement avec les films *Le Pianiste* et *Gloups! Je suis un poisson*. Le catalogue de droits de TVA Films a continué de croître au cours de l'année mais de façon modeste, comme on l'avait prévu. L'immense succès des films québécois au cours de l'année a cependant réduit les produits d'exploitation prévus des films sortis en salles de cinéma par TVA Films au cours de l'exercice, ceux-ci étant surtout des films français ou européens. La diminution des produits d'exploitation comparativement aux 38 755 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 s'explique non seulement par l'impact des décisions de rationalisation prises en 2001, mais également par l'écart de durée entre les deux exercices.

La perte d'exploitation de ce secteur est de 0,8 million de dollars pour l'exercice, comparativement à un résultat nul pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002 et pour l'exercice de 16 mois terminé à la même date. La réalisation des éléments d'actif de TVA International continue de demander temps, efforts et énergie de la part des gestionnaires de ce secteur; elle se poursuit cependant en conformité avec nos prévisions financières et constitue en ce sens une performance que ne montre pas la perte d'exploitation enregistrée au cours de l'exercice. La stratégie de TVA en distribution s'avère excellente, et TVA Films continue de se bâtir une place enviable dans ce secteur au Québec.

Résultats comparatifs (en milliers de dollars)

	12 mois terminés le 31 décembre 2003	12 mois terminés le 31 décembre 2002	16 mois terminés le 31 décembre 2002
Produits d'exploitation	340 945 \$	323 355 \$	439 194 \$
Charges d'exploitation	259 486	244 457	331 577
BAIIA	<b>81 459</b>	<b>78 898</b>	<b>107 617</b>
Amortissement	11 980	11 542	15 165
Charges financières	1 111	2 297	2 693
Autres éléments	418	2 396	2 396
Bénéfice avant les éléments suivants	<b>67 950</b>	<b>62 663</b>	<b>87 363</b>
Impôts sur le bénéfice	13 928	10 131	19 273
Part des bénéfices (pertes) dans les sociétés satellites	491	(164)	(4 889)
Bénéfice net	<b>54 513 \$</b>	<b>52 368 \$</b>	<b>63 201 \$</b>

AMORTISSEMENT

L'amortissement des immobilisations et des frais de démarrage reportés s'est chiffré à 11 980 000 \$ pour l'exercice, ce qui représente une légère augmentation sur la dépense de 11 542 000 \$ enregistrée au cours de la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. La dépense d'amortissement de l'exercice financier de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 était de 15 165 000 \$ compte tenu de l'écart de durée entre les deux exercices.

CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières ont totalisé 1 111 000 \$ au cours de l'exercice comparativement à 2 297 000 \$ pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette diminution des charges financières s'explique principalement par la baisse importante du niveau moyen de la dette à long terme de la Société; elle tient compte également des revenus d'intérêt encaissés au cours de l'exercice sur des crédits et remboursements d'impôts. La diminution des charges financières par rapport aux 2 693 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 s'explique également par l'écart de durée entre les deux exercices.

AUTRES ÉLÉMENTS

Au cours de l'exercice, la Société a enregistré une radiation de 418 000 \$ relativement aux frais liés aux demandes de trois licences de radio FM ainsi qu'aux frais reliés à la transaction d'acquisition des stations de radio AM et FM d'Astral Média, à la suite du refus du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) d'accorder à TVA les licences nécessaires. Au cours de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002, les autres éléments se sont élevés à 2 396 000 \$, soit le même montant qu'au cours de la période de 12 mois terminée à la même date. Cette charge résulte du coût du programme de préretraite mis en place au cours de l'exercice précédent, de la radiation d'un placement de portefeuille et est compensée par un gain sur disposition de placements de 804 000 \$.

### IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

En août 2002, la Société a procédé à la liquidation de TVA Acquisition inc., de TVA International inc. et de certaines de ses filiales. Ces liquidations ont permis à Groupe TVA de comptabiliser des avantages d'impôts futurs s'élevant à 21 000 000 \$. Ces avantages se concrétisent au fur et à mesure que Groupe TVA et certaines de ses filiales réalisent des bénéfices imposables. Ainsi, l'impôt sur le bénéfice s'est élevé à 13 928 000 \$ au cours de l'exercice, soit un taux de 21 %, comparativement à une dépense d'impôts de 10 131 000 \$ enregistrée sur le bénéfice de la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002, soit un taux de 16 %. L'augmentation du taux d'imposition, de 2002 à 2003, s'explique par une utilisation des avantages d'impôts futurs moins rapide au cours de l'exercice que pendant la période de 12 mois précédente. Les impôts sur le bénéfice de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 se sont élevés à 19 273 000 \$, ce qui représente un taux de 22 %. Ce taux d'impôts plus élevé s'explique par une utilisation moins grande des avantages d'impôts futurs puisque leur utilisation a commencé au cours du dernier trimestre de l'exercice 2002.

### PART DES BÉNÉFICES (PERTES) DANS LES SOCIÉTÉS SATELLITES

Les résultats des sociétés satellites se sont considérablement améliorés au cours de l'exercice. La perte enregistrée au cours de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 s'est élevée à 4 889 000 \$, alors que, pour l'exercice 2003, la part de TVA dans les résultats de ses sociétés satellites représente un bénéfice de 491 000 \$. Cette importante amélioration des résultats résulte essentiellement des meilleurs résultats financiers de Netgraphe inc., une société publique dans laquelle Groupe TVA détient une participation indirecte d'environ 11 %. Pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002, la perte ne représentait que 164 000 \$.

### BÉNÉFICE NET

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003, Groupe TVA a enregistré un bénéfice net de 54 513 000 \$, soit 1,65 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 52 368 000 \$, ou 1,53 \$ par action, pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Le rendement sur l'avoir des actionnaires s'est élevé à 24 % au cours de l'exercice. La diminution du bénéfice net de l'exercice 2003 par rapport au bénéfice net de 63 201 000 \$ enregistré au cours de l'exercice financier de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 s'explique essentiellement par l'écart de durée entre les deux exercices.

Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions en circulation de 33 053 045 pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2003, une moyenne pondérée de 34 303 877 pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002 et une moyenne pondérée de 34 336 013 pour l'exercice financier de 16 mois terminé le 31 décembre 2002.

# LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

## Résultats comparatifs (en milliers de dollars)

	12 mois terminés le 31 décembre 2003	12 mois terminés le 31 décembre 2002	16 mois terminés le 31 décembre 2002
Bénéfice net	54 513 \$	52 368 \$	63 201 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités	18 784	12 373	21 362
Fonds générés par l'exploitation courante	<b>73 297</b>	<b>64 741</b>	<b>84 563</b>
Variation nette des éléments hors liquidités	(1 416)	10 666	6 297
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<b>71 881</b>	<b>75 407</b>	<b>90 860</b>
Acquisition de placements	-	(816)	(1 987)
Acquisition d'immobilisations	(5 742)	(6 299)	(7 747)
Acquisition d'entreprise	(620)	(36 225)	(36 225)
Charges reportées	-	(1 881)	(3 749)
Cession d'immobilisations	263	208	1 784
Cession de placements	737	2 039	2 185
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<b>(5 362)</b>	<b>(42 974)</b>	<b>(45 739)</b>
Découvert bancaire	(6 804)	6 343	7 421
Remboursement des emprunts bancaires	(1 837)	(30 267)	(33 231)
Augmentation (remboursement) de la dette à long terme	(26 856)	7 645	(4 590)
Émission d'actions	1 166	7	7
Rachat d'actions	(25 772)	(7 866)	(7 866)
Dividendes versés	(6 611)	(6 869)	(8 590)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<b>(66 714)</b>	<b>(31 007)</b>	<b>(46 849)</b>
Variation nette des espèces et quasi-espèces	<b>(195)</b>	<b>1 426</b>	<b>(1 728)</b>
Espèces et quasi-espèces au début	2 640	1 214	4 368
Espèces et quasi-espèces à la fin	<b>2 445 \$</b>	<b>2 640 \$</b>	<b>2 640 \$</b>



## EXPLOITATION

Les liquidités provenant de l'exploitation se sont élevées à 71 881 000 \$ au cours de l'exercice, comparativement à 75 407 000 \$ pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002. Cette légère diminution des liquidités générées par les activités d'exploitation provient de la variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement, qui avait dégagé des liquidités plus importantes en 2002 grâce à un apport plus important de liquidités provenant de la réalisation du fonds de roulement de TVA International. La diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par rapport aux flux de 90 860 000 \$ générés au cours de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 provient essentiellement de l'écart de durée entre les deux exercices.

## INVESTISSEMENTS

Le 18 mars 2003, TVA a acquis 50 actions additionnelles de catégorie A de sa coentreprise TVAchats inc. (anciennement HSS Canada inc.), une société œuvrant dans le domaine du télé-achats, faisant ainsi passer sa participation de 50 % à 100 % des actions en circulation, pour une contrepartie nette totale de 620 000 \$ (voir note 3).

Le 16 mai 2002, la Société avait acquis Publicor, la division magazines de Quebecor Média inc., en contrepartie d'une somme de 36 225 000 \$ payée comptant et d'une somme de 6 000 000 \$ payable si certains niveaux de rentabilité sont atteints au cours des trois années subséquentes. Cette acquisition a été financée à même les disponibilités de crédit de la Société. En vertu de cette entente, TVA a comptabilisé, au 31 décembre 2003, une somme à payer de 1 540 000 \$ comme acquisition d'entreprise à l'écart d'acquisition. Cette somme est payable le 1<sup>er</sup> mars 2004.

Au cours de l'exercice, Groupe TVA inc. a déposé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dans le but de racheter pour annulation, entre le 3 juin 2003 et le 2 juin 2004, un maximum de 1 797 708 actions classe B participantes, sans droit de vote et sans valeur nominale (« actions classe B ») de la Société non détenues par des initiés, soit environ 10 % du nombre d'actions de classe B émises et en circulation au début de l'offre publique de rachat. La Société a effectivement racheté, au cours de l'exercice, 1 452 200 actions pour une contrepartie nette au comptant de 25 772 000 \$. Au cours de l'exercice précédent, Groupe TVA avait racheté 557 100 actions en vertu de ce programme, pour une contrepartie totale de 7 866 000 \$. Groupe TVA avait également déposé un avis d'intention d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dans le but de racheter pour annulation un maximum de 1 917 335 actions classe B. Ces rachats se termineront au plus tard le 2 juin 2004.

## FINANCEMENT

Le 11 février 2002, la Société a conclu une nouvelle convention de crédit qui consistait en un emprunt à terme rotatif d'un montant maximum de 135 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel d'une banque à charte canadienne plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur les fonds générés. Le terme de cette convention de crédit a été prolongé d'un an au cours de l'exercice, soit jusqu'au 11 février 2006.

## SITUATION FINANCIÈRE

Groupe TVA bénéficie d'une excellente situation financière. Malgré une somme de 25 772 000 \$ investie dans le rachat d'actions, le ratio d'endettement consolidé, mesuré par le ratio dette/capitalisation, était de 9/91 au 31 décembre 2003, comparativement à 21/79 au 31 décembre 2002. Aux fins du calcul de ce ratio, la dette inclut le découvert bancaire et les emprunts bancaires nets des espèces et quasi-espèces ainsi que la dette à long terme.

La dette à long terme de la Société est passée de 51 220 000 \$ au 31 décembre 2002 à 24 364 000 \$ au 31 décembre 2003, soit une réduction de 26 856 000 \$.

Les dividendes versés par la Société ont été de 0,20 \$ par action en 2003, comparativement à 0,25 \$ au cours de l'exercice de 16 mois terminé le 31 décembre 2002 ou 0,20 \$ durant la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2002.

**RISQUES ET INCERTITUDES**

Pour les besoins de son exploitation, la Société doit maintenir en règle les licences que le CRTC lui a accordées et en respecter les conditions. Un manquement à cet égard peut entraîner la révocation ou le non-renouvellement de ces licences. Groupe TVA est présentement pleinement en règle et elle entend le demeurer. Au cours de l'exercice, la licence de LCN a été renouvelée pour une autre période de sept ans. En 2001, le CRTC avait renouvelé la licence de la principale station, CFTM-TV, pour une autre période de sept ans.

Les développements technologiques importants des dernières années avivent la concurrence dans le marché des communications. Les téléspectateurs sont sollicités par une offre télévisuelle accrue, ainsi que par le marché des cassettes vidéo, des DVD et des disques compacts, et par Internet. De plus, les revenus de publicité sont sujets à des fluctuations reliées à l'environnement économique, aux cotes d'écoute, aux nouvelles sources de compétition et, en ce qui concerne le secteur édition, aux ventes en kiosque.

Les revenus du secteur de la télévision du Réseau TVA dépendent de la valeur du temps d'antenne disponible, déterminée dans une large mesure par les cotes d'écoute, qui découlent elles-mêmes du contenu de la programmation. La méthode de mesure des cotes d'écoute traverse elle aussi une période de changement, passant du cahier qui doit être complété chaque semaine, en période de sondage, par un échantillon de la population, à l'audimètre qui mesure l'écoute télévisuelle sur un échantillon de la population de façon électronique et en continu. Les revenus de publicité sont de nature saisonnière.

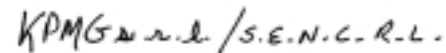
## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Groupe TVA Inc. aux 31 décembre 2003 et 2002 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2003 et 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

 KPMG / S.E.N.C.-R.L.

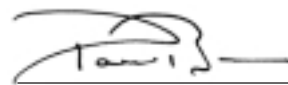
Comptables agréés  
Montréal, Canada, Le 26 janvier 2004

Les états financiers consolidés de Groupe TVA inc. ainsi que l'ensemble des renseignements contenus dans le présent rapport sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration. La responsabilité de la direction inclut également la sélection des pratiques comptables appropriées en accord avec les principes comptables généralement reconnus, ainsi que l'établissement d'estimations raisonnables. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle présentée dans les états financiers.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôle interne conçu, entre autres, pour fournir une assurance raisonnable que les biens de la Société sont convenablement protégés et que les registres comptables constituent une base adéquate à l'établissement d'états financiers fiables.

Le conseil d'administration nomme chaque année un comité de vérification. Ce comité passe en revue les états financiers consolidés annuels de la Société et en recommande l'approbation par le conseil d'administration. Il étudie aussi les rapports sur les conventions et les méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne de la Société.

De l'avis de la direction, ces états financiers tiennent compte, dans des limites raisonnables, de tous les éléments importants et des données disponibles à la date de leurs préparations.



Paul Buron

Vice-président principal et chef de la direction financière  
Montréal, le 26 janvier 2004

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(en milliers de dollars sauf les montants par action)

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(en milliers de dollars)

	2003	2002
	(12 mois)	(16 mois)
Produits d'exploitation	340 945 \$	439 194 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	259 486	331 577
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres éléments	81 459	107 617
Amortissement des immobilisations	11 389	14 541
Amortissement des frais de démarrage reportés	591	624
Charges financières (note 4)	1 111	2 693
Autres éléments (note 5 )	418	2 396
	13 509	20 254
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part des bénéfices (pertes) dans les sociétés satellites	67 950	87 363
Impôts sur le bénéfice (note 6)	13 928	19 273
Part des bénéfices (pertes) dans les sociétés satellites	491	(4 889)
Bénéfice net	54 513 \$	63 201 \$
Bénéfice par action de base et dilué (note 17)	1,65 \$	1,84 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

	2003	2002
	(12 mois)	(16 mois)
Solde au début	68 919 \$	19 406 \$
Bénéfice net	54 513	63 201
Dividendes versés	(6 611)	(8 590)
Rachat d'actions - excédent du prix payé sur la valeur comptable nette (note 17)	(18 556)	(5 098)
Solde à la fin	98 265 \$	68 919 \$

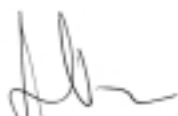
Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.



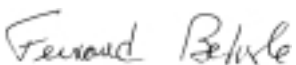
# BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2003 et 2002 (en milliers de dollars)

Au nom du conseil,



Jean Neveu  
Président du conseil d'administration



Fernand Belisle  
Administrateur

	2003	2002
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	2 445 \$	2 640 \$
Débiteurs (note 9)	90 189	112 495
Investissements dans des produits télévisuels et des films (note 10)	28 884	28 988
Stocks et charges payées d'avance	3 773	2 210
Actifs d'impôts futurs (note 6)	5 893	9 091
	<b>131 184</b>	<b>155 424</b>
Placements (note 11)	22 394	22 640
Immobilisations corporelles (note 12)	62 863	67 929
Investissements dans des produits télévisuels et des films (note 10)	19 795	23 681
Licences	69 853	69 853
Écart d'acquisition (note 3)	72 398	70 075
Actifs d'impôts futurs (note 6)	4 204	8 079
Autres éléments d'actif (note 13)	7 170	8 260
	<b>389 861 \$</b>	<b>425 941 \$</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	617 \$	7 421 \$
Emprunts bancaires (note 14)	—	1 837
Créditeurs et charges à payer (note 15)	54 774	75 418
Droits de diffusion et de distribution à payer	14 081	18 101
Produits reportés	5 370	5 766
Crédit reporté (note 6)	4 200	6 981
	<b>79 042</b>	<b>115 524</b>
Droits de diffusion et de distribution à payer	3 865	4 161
Dette à long terme (note 16)	24 364	51 220
Passifs d'impôts futurs (note 6)	39 900	32 515
Crédit reporté (note 6)	537	3 893
	<b>147 708</b>	<b>207 313</b>
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 17)	140 880	146 930
Surplus d'apport (note 6)	3 008	2 779
Bénéfices non répartis	98 265	68 919
	<b>242 153</b>	<b>218 628</b>
Engagements, garanties et éventualités (note 21)		
	<b>389 861 \$</b>	<b>425 941 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(en milliers de dollars)

	2003 (12 mois)	2002 (16 mois)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	54 513 \$	63 201 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Part des (bénéfices) pertes dans les sociétés satellites	(491)	4 889
Amortissements	12 433	15 554
Impôts futurs	6 934	1 329
Autres éléments	(92)	(410)
Fonds générés par l'exploitation courante	73 297	84 563
Variation nette des éléments hors liquidités (note 8)	(1 416)	6 297
	71 881	90 860
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition de placements	–	(1 987)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 742)	(7 747)
Charges reportées	–	(3 749)
Acquisition d'entreprises (note 3)	(620)	(36 225)
Cession d'immobilisations corporelles	263	1 784
Cession de placements	737	2 185
	(5 362)	(45 739)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Découvert bancaire	(6 804)	7 421
Remboursement des emprunts bancaires	(1 837)	(33 231)
Remboursement de la dette à long terme	(26 856)	(4 590)
Émission d'actions (note 17)	1 166	7
Rachat d'actions (note 17)	(25 772)	(7 866)
Dividendes versés	(6 611)	(8 590)
	(66 714)	(46 849)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(195)	(1 728)
Espèces et quasi-espèces au début	2 640	4 368
Espèces et quasi-espèces à la fin	2 445 \$	2 640 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

La Société, constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec), exerce ses activités principalement dans les domaines de la télévision, de la distribution de produits télévisuels et de films et de l'édition de magazines spécialisés.

Au cours de l'exercice précédent, la Société avait changé sa fin d'exercice financier pour le 31 décembre afin d'adopter le même exercice financier que sa société mère ultime, Quebecor inc.

## I. Modifications de conventions comptables

### a) Rémunération et autres paiements à base d'actions

Le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la Société a adopté les nouvelles recommandations contenues dans le chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Ce chapitre définit les normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et aux autres paiements à base d'actions faits en contrepartie de biens et de services. Aux termes de ces nouvelles recommandations, la rémunération de toutes les attributions, y compris des droits à la plus-value d'actions, des attributions directes d'actions ou qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, doit être évaluée et inscrite dans les états financiers à sa juste valeur. Ce chapitre s'applique aux attributions consenties dans les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, soit l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003 dans le cas de la Société.

Le coût de rémunération des options d'achat d'actions est évalué à la date d'attribution et est passé en charges sur le délai d'acquisition de l'attribution. Lorsqu'un employé exerce ses options, toute contrepartie versée par des employés à la levée des options, ainsi que la portion correspondante de la charge de rémunération constatée et imputée au surplus d'apport est portée au crédit du capital-actions. Pour le régime d'actionnariat à l'intention des cadres et des employés, la contribution de la Société pour le compte des salariés est constatée comme une charge de rémunération. Toute contrepartie versée par des cadres et employés pour l'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions. Les attributions aux membres de la haute direction faites dans le cadre du régime de rémunération différée d'unités d'actions fictives et du régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Média inc. sont évaluées et inscrites dans les états financiers à leur juste valeur. Selon cette méthode, la variation de la juste valeur de l'unité d'action fictive ainsi que l'option d'achat d'actions de Quebecor Média inc. modifie le coût de rémunération qui est constatée sur le délai d'acquisition de l'attribution.

### b) Garanties

En février 2003, l'ICCA a publié une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité (« NOC-14 »), Informations à fournir sur les garanties, laquelle exige la divulgation dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, des obligations liées à des garanties.

Dans le cours normal de ses opérations, la Société conclut de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14. En vertu de cette dernière, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut éventuellement obliger la Société à faire un paiement (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs, de l'émission d'actions ou de la prestation de services) à un tiers, par suite; i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, du cours d'un titre ou d'une marchandise, d'un indice, d'une juste valeur ou d'un autre élément qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre participatif d'un tiers, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou iii) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## I. Modifications de conventions comptables (suite)

### c) Droits de diffusion et de distribution

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2003, la Société a adopté intégralement les normes comptables américaines « Statement of Financial Accounting Standard No. 63 » (SFAS No. 63) « Financial Reporting by Broadcaster » pour son secteur de la Télévision et celles du « Statement of Position No. 00\_2 » (SOP 00\_2) « Accounting by Producers or Distributors of Films » pour son secteur de la Distribution. Ces deux normes définissent précisément les critères de constatation, de mesure et de divulgation au niveau des revenus, des charges, des actifs, des passifs et des engagements contractuels. La Société a retraité ses soldes de bilan pour les droits de diffusion et droits de diffusion à payer au 31 décembre 2002 afin de refléter ces nouvelles normes. Au 31 décembre 2002, le total des droits de diffusion et droits de diffusion à payer a diminué de 9 035 000 \$ et les engagements contractuels ont augmenté du même montant. L'adoption de ces deux nouvelles normes n'a eu aucun impact significatif au niveau des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie pour son exercice 2002.

## 2. Principales conventions comptables

### a) Consolidation et placements à long terme

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales de la date d'acquisition de leur contrôle à la date du bilan. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les placements dans les sociétés satellites sont comptabilisés à la valeur de consolidation et les autres placements sont comptabilisés au coût.

### b) Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la Société doit faire des estimations et établir des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif figurant au bilan, sur l'actif et le passif éventuels divulgués à la date des états financiers et sur les montants des produits et charges figurant à l'état des résultats pour l'exercice. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### c) Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces incluent l'encaisse et les placements très liquides ayant une échéance initiale inférieure ou égale à trois mois.

### d) Crédits d'impôt et aide gouvernementale

La Société peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir la production et la distribution de produits télévisuels et de films et l'édition de magazines au Canada. L'aide gouvernementale relative aux productions d'émission est enregistrée en réduction des coûts de production. L'aide gouvernementale à l'égard de la distribution de films et de produits télévisuels est enregistrée en diminution des coûts afférents. L'aide gouvernementale liée à l'édition de magazines est comptabilisée à titre de produits d'exploitation et amortie durant l'exercice au cours duquel la Société satisfait les exigences.

### e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 2. Principales conventions comptables (suite)

### f) Émissions réalisées et en cours de réalisation

Les émissions réalisées et en cours de réalisation ont trait aux activités de télévision. Les émissions réalisées et en cours de réalisation sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût inclut les charges directes de biens et services ainsi que la part de la main-d'œuvre et des charges générales reliées à chaque émission. Le coût de chaque émission est imputé aux charges d'exploitation au moment de la diffusion ou lorsqu'une perte est prévisible.

### g) Droits de diffusion et droits de diffusion à payer

Les droits de diffusion correspondent essentiellement aux droits contractuels permettant une diffusion limitée ou illimitée de produits télévisuels et de films. La Société constate un actif au titre des droits de diffusion acquis et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de diffusion lorsque la période de diffusion débute et que les conditions suivantes sont respectées :

- i) Le coût de chaque émission, film ou série est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable;
- ii) Les émissions, films ou séries ont été acceptés par la Société conformément aux conditions du contrat d'acquisition de droits de diffusion;
- iii) Les émissions, films ou séries sont disponibles pour leur première diffusion.

Les montants payés pour des droits de diffusion avant que les conditions pour la constatation d'un actif ne soient respectées sont comptabilisés à titre de droits de diffusion payés d'avance dans les droits de diffusion.

Les droits de diffusion sont classés à court terme ou à long terme selon l'estimation de diffusion établie par la direction.

Ces droits sont amortis lors de la diffusion sur la durée du contrat, en fonction du nombre estimé de présentations à l'écran et selon une méthode d'amortissement basée sur les revenus estimatifs futurs. L'amortissement de ces droits est présenté dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Les droits de diffusion sont évalués au moindre du coût non amorti ou de la valeur de réalisation nette prévue.

Les droits de diffusion à payer sont répartis entre les éléments de passif à court terme et à long terme selon les modalités de paiement prévues aux contrats d'acquisition.

### h) Droits de distribution et droits de distribution à payer

Les droits de distribution ont trait aux activités de distribution de films et de produits télévisuels. Les coûts comprennent les coûts d'acquisition des droits des films et les coûts attribuables aux frais de publicité et autres coûts d'exploitation qui procurent des avantages économiques futurs probables. La valeur de réalisation nette des droits de distribution représente la part de la Société dans les produits futurs estimatifs qui seront générés, déduction faite des coûts futurs. La Société constate un actif au titre des droits de distribution et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de distribution lorsque le film a été accepté selon les termes prévus au contrat d'acquisition et que le film est disponible pour diffusion.

Les montants payés pour les droits de distribution avant que les conditions pour la constatation d'un actif ne soient respectées sont comptabilisés à titre de droits de distribution payés d'avance dans les droits de distribution.

Les droits de distribution sont amortis selon la méthode prévisionnelle par film qui prévoit que chaque droit soit amorti dans la proportion de ses produits bruts réalisés par rapport au total de ses produits bruts anticipés. L'amortissement des droits de distribution est inclus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration.

NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

2. Principales conventions comptables (suite)

h) Droits de distribution et droits de distribution à payer (suite)

Les estimations des produits de chacun des films sont revues périodiquement par la direction et sont révisées au besoin, selon l'évaluation par la direction des conditions actuelles du marché. Les droits de distribution sont évalués au moindre du coût non amorti et de la valeur de réalisation nette.

i) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. La Société pourvoit à l'amortissement selon les méthodes et taux suivants

Élément d'actif	Méthode	Taux
Bâtiments	Linéaire	2,5 % à 4 %
Équipements	Linéaire et dégressif	6,6 % à 33,3 %

j) Charges reportées

Les charges reportées correspondent aux frais de démarrage de services spécialisés et aux frais de financement reportés. Les charges reportées reliées aux services spécialisés sont amorties sur une période de cinq ans à partir du début des opérations commerciales et celles liées au financement sont amorties sur la durée de la dette correspondante. Les charges reportées sont présentées à la rubrique autres éléments d'actif.

k) Licences et écart d'acquisition

Les licences sont constituées de licences de diffusion ainsi que les licences représentant le droit d'utiliser au Canada les marques de commerce de magazines. Les licences de diffusion représentent le coût d'acquisition des droits d'exploitation de stations de télévision. Ces licences ont une durée de vie indéfinie.

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix payé sur la juste valeur de l'actif net des entreprises acquises.

Les licences dont la durée de vie est indéfinie et l'écart d'acquisition ne sont plus amortis aux résultats depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001; ils sont cependant soumis à un test de dépréciation annuellement ou réévalués lorsque des événements ou des changements de circonstances nécessitent un tel examen. La Société n'a constaté aucune baisse de valeur suite au test de dépréciation transitoire effectué le 1<sup>er</sup> septembre 2001, ainsi que lors des tests annuels effectués les 31 octobre 2003 et 2002.

l) Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. De plus, la Société offre à certains employés à la retraite en vertu d'un ancien régime, une protection d'assurance-vie à la retraite, une protection d'assurance-maladie et d'assurance dentaire. Les employés actifs de la Société ne bénéficient plus de ce type de protection. L'écart entre les cotisations de l'employeur et les montants inscrits à titre de charges d'avantages sociaux est comptabilisé à l'actif ou à l'obligation au titre des prestations constituées.

Pour tous les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues

- i) Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et les coûts prévus des soins de santé.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 2. Principales conventions comptables (suite)

### l) Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

- ii) Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- iii) Le coût des services passés découlant des modifications des régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications.
- iv) L'excédent du gain actuariel net (perte actuarielle nette) sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs du régime, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.
- v) Le rendement à long terme prévu de l'actif de la caisse de retraite est fondé sur une valeur liée à la juste valeur.

Pour les régimes de retraite à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la Société est tenue de verser en échange des services rendus par les employés.

### m) Constatation des produits d'exploitation

#### Revenus de publicité

Les produits tirés de la vente de temps d'antenne publicitaire du secteur de la télévision sont constatés lors de la diffusion de la publicité. Dans le secteur de l'édition, les revenus tirés de la vente d'espaces publicitaires sont constatés au moment où la publicité est publiée, soit à la parution du magazine.

#### Revenus d'abonnement

Les revenus de redevances provenant d'abonnement de clients à des chaînes de télévision spécialisées sont constatées mensuellement lorsque le service est rendu.

Les revenus tirés d'abonnement aux magazines sont constatés comme produits lorsque le service est rendu. Les montants reçus à titre d'abonnement à des magazines sont comptabilisés comme produits reportés et sont amortis sur la durée de l'abonnement.

#### Revenus provenant de la vente de magazines en kiosque

Les revenus tirés de la vente de magazines en kiosque sont constatés au moment de la livraison en kiosque et sont calculés en utilisant un montant brut de revenus moins une provision pour retours futurs.

#### Revenus de distribution

Les produits tirés de l'exploitation des droits de distribution de films et d'émissions de télévision sont constatés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- i) Il existe une preuve convaincante qu'il y a une transaction de vente avec un client. Une preuve est convaincante uniquement s'il y a un contrat ou un autre document légal exécutoire établissant au minimum (i) la durée des droits cédés, (ii) le film ou le groupe de films assujetti et (iii) la considération à recevoir en échange des droits;

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 2. Principales conventions comptables (suite)

### m) Constatation des produits d'exploitation (suite)

- ii) Le film est terminé et a été livré ou est disponible pour la livraison;
- iii) La période des droits a débuté et le client peut commencer l'exploitation, la présentation, la diffusion ou la vente;
- iv) La rémunération de la Société est fixe ou peut être déterminée de façon raisonnable;
- v) Le recouvrement de la rémunération de la Société est raisonnablement sûr.

Les produits tirés de la sortie en salle de films sont constatés au cours des mois durant lesquels le film est présenté en salle selon un pourcentage des recettes des salles de cinéma, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées. Les revenus en vidéo sont constatés durant le mois durant lequel le film est sorti en vidéo sur la base des livraisons de copies de vidéocassettes et de vidéodisques numériques (« DVD ») moins une provision pour retours futurs ou sur la base d'un pourcentage des revenus du détaillant, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées.

#### Vente de produits

Les revenus tirés de la vente de produits du service de télé-achats sont constatés au moment de la livraison des produits.

### n) Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les revenus et les dépenses libellés en devises étrangères sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice à l'exception de l'amortissement qui est converti au taux d'origine. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice.

### o) Impôts sur le bénéfice

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

### p) Contrats-échanges

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse de la publicité en échange de biens et de services. Les produits ainsi gagnés sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des biens et des services obtenus.

### q) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options en vue de calculer le résultat dilué par action.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 3. Acquisitions d'entreprises

TVAchats inc. (anciennement HSS Canada inc.)

Le 18 mars 2003, la Société a acquis 50 actions additionnelles de catégorie A de sa coentreprise TVAchats inc., société oeuvrant dans le télé-achat, modifiant ainsi sa détention de 50 % à 100 % des actions en circulation, pour une contrepartie totale de 925 000 \$. La totalité des résultats de TVAchats inc. sont inclus dans les résultats consolidés de la Société depuis le 18 mars 2003 (50 % avant cette date). Le 27 juin 2003, la Société a procédé au changement de dénomination sociale de HSS Canada inc. pour TVAchats inc.

La répartition du prix d'acquisition se détaille comme suit :

Actif à court terme	826 \$
Immobilisations corporelles	15
Passifs à court terme	(699)
Éléments d'actif net acquis	142
Écart d'acquisition	783
Prix d'acquisition	925
Moins les espèces et quasi-espèces acquises	(305)
Contrepartie versée, nette des espèces et quasi-espèces	620 \$

Publicor

Le 16 mai 2002, la Société a acquis la totalité des actifs et passifs de Publicor, une division de sa société mère, Quebecor Média inc., oeuvrant dans le domaine de l'édition, en contrepartie de 36 225 000 \$ au comptant, incluant les frais de transaction et des indemnités de cessation d'emploi. Cette valeur a été établie par une évaluation externe et approuvée par un comité indépendant. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les indemnités de cessation d'emploi s'élèvent à 192 000 \$. Les résultats de Publicor sont inclus dans les résultats consolidés de la Société depuis le 16 mai 2002.

Le contrat d'acquisition prévoit un ajustement maximum du prix d'acquisition de 6 000 000 \$ sur trois ans, à raison d'un paiement maximum de 2 500 000 \$ par année, dans la mesure où la rentabilité du secteur de l'édition en 2003, 2004 et 2005 dépasse certains niveaux préétablis.

Au 31 décembre 2003, la Société a comptabilisé un ajustement du prix d'acquisition de 1 540 000 \$ à titre d'écart d'acquisition additionnel et a comptabilisé une contrepartie égale dans les créditeurs et charges à payer. Cette somme est payable le 1<sup>er</sup> mars 2004.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 3. Acquisitions d'entreprises (suite)

Publicor (suite)

La répartition du prix d'acquisition se détaille comme suit :

### 2002

Prix d'acquisition initial	36 225 \$
Actifs à court terme	5 397
Immobilisations corporelles	209
Passifs à court terme	(4 244)
Éléments d'actif net acquis	1 362
Écart d'acquisition initial	34 863 \$

### 2003

Ajustement du prix d'acquisition à titre d'écart d'acquisition	1 540
Écart d'acquisition	36 403 \$

La répartition du prix d'achat relatif à la transaction d'acquisition des actifs de Publicor ne fera pas l'objet de modification, à l'exception des ajustements reliés à la contrepartie conditionnelle.

## 4. Charges financières

	2003 (12 mois)	2002 (16 mois)
Intérêts sur la dette à long terme	1 597 \$	2 496 \$
Revenus d'intérêts	(937)	(924)
Amortissement des frais de financement reportés	450	386
(Gain) perte sur variation de change	(71)	55
Autres intérêts	72	680
	1 111 \$	2 693 \$

## 5. Autres éléments et provisions pour rationalisation

### a) Secteur télévision

Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une charge de 418 000 \$ relative à la radiation des frais liés aux demandes de trois licences de radio FM ainsi que des frais reliés à la transaction d'acquisition des stations de radio AM et FM de Astral Média, suite au refus du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) d'accorder les licences convoitées par la Société.

Au cours de l'exercice précédent, la Société avait comptabilisé 2 800 000 \$ d'indemnités de cessation d'emploi reliées au programme de retraite anticipée mis en place au cours de l'exercice 2002, dont 400 000 \$ étaient encore à payer au 31 décembre 2002. Ces indemnités ont été payées en totalité en 2003. De plus, la Société avait réalisé un gain sur cession de placement de 804 000 \$ suite à la vente de sa participation dans CKMI-TV et avait radié un placement de portefeuille d'un montant de 400 000 \$.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 5. Autres éléments et provisions pour rationalisation (suite)

### b) Secteur de la distribution

Au cours de l'exercice 2001, la Société, par le biais de sa filiale TVA Acquisition inc., avait procédé à une dévaluation d'éléments d'actif et à la comptabilisation de provisions pour rationalisation suite au repositionnement du secteur.

Au 31 décembre 2002, un montant de 8 332 000 \$ était encore inutilisé. Au cours de l'exercice 2003, la Société a utilisé un montant de 1 913 000 \$ et le solde de la provision pour rationalisation de ce secteur totalise 6 419 000 \$ au 31 décembre 2003.

## 6. Impôts sur le bénéfice

La dépense d'impôts sur le bénéfice se présente comme suit :

	2003 (12 mois)	2002 (16 mois)
Exigibles	6 994 \$	17 944 \$
Futurs	6 934	1 329
	<b>13 928 \$</b>	<b>19 273 \$</b>

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le taux d'imposition réglementaire national et le taux d'imposition effectif utilisé par la Société dans le calcul du bénéfice net consolidé :

	2003 (12 mois)	2002 (16 mois)
Taux d'imposition réglementaire national	33,1 %	35,1 %
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :		
Incidence fiscale de charges non déductibles et de la réduction du taux d'imposition	(1,1)	(2,8)
Variation du crédit reporté	(9,0)	(11,6)
Autres	(2,5)	1,4
Taux d'imposition effectif	<b>20,5 %</b>	<b>22,1 %</b>

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 6. Impôts sur le bénéfice (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant du passif net d'impôts futurs de la Société est la suivante :

	2003	2002
Actifs d'impôts futurs		
Pertes reportables dans les exercices futurs	9 450 \$	22 041 \$
Provision pour rationalisation	2 475	3 691
Écart d'acquisition et licences	3 446	3 749
Écart entre la valeur comptable et fiscale des immobilisations et des placements	3 893	3 573
Autres	3 191	4 197
	22 455	37 251
Provision pour moins-value	(12 358)	(20 081)
	10 097	17 170
Passifs d'impôts futurs		
Écart d'acquisition et licences	(22 516)	(20 798)
Écart entre la valeur comptable et fiscale des immobilisations et des placements	(3 196)	(5 074)
Autres	(14 188)	(6 643)
	(39 900)	(32 515)
Passifs nets d'impôts futurs	(29 803)\$	(15 345)\$

Les actifs et les passifs d'impôts futurs à court et à long terme se répartissent comme suit :

	2003	2002
Actifs d'impôts futurs		
Court terme	5 893 \$	9 091 \$
Long terme	4 204	8 079
	10 097	17 170
Passifs d'impôts futurs		
Long terme	(39 900)	(32 515)
Passifs nets d'impôts futurs	(29 803)\$	(15 345)\$

Au cours de l'exercice précédent, la Société avait reconnu des actifs d'impôts futurs au montant de 21 000 000 \$ reliés principalement à des pertes fiscales reportées dans le cadre de la liquidation de certaines sociétés du secteur de la production et distribution. La contrepartie de ces actifs d'impôts futurs figure à la rubrique crédit reporté du passif de la Société, lequel est amorti par dotation à la charge d'impôts en proportion de la réduction nette de ces actifs d'impôts futurs. Au 31 décembre 2003, le solde du crédit reporté totalise 4 737 000 \$ (10 874 000 \$ en 2002).

Au cours de l'exercice, la Société a acquis des déductions fiscales représentant des impôts de l'ordre de 347 000 \$ (12 679 000 \$ en 2002) auprès de Quebecor World inc., une société sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc. La totalité de cette somme a été comptabilisée à titre d'actif d'impôts exigibles. De plus, cette transaction permet à la Société de réaliser un gain de 107 000 \$ (2 779 000 \$ en 2002) qui est comptabilisé à titre de surplus d'apport. La Société a comptabilisé un montant supplémentaire



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 6. Impôts sur le bénéfice (suite)

de 122 000 \$ dans le surplus d'apport à titre d'ajustement de la transaction d'acquisition de déductions fiscales auprès de Quebecor World inc de l'exercice 2002. Au 31 décembre 2003, la Société a un compte à payer de 240 000 \$ (9 900 000 \$ en 2002) à Quebecor World inc.

La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs au titre des bénéfices non répartis de ses filiales au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs, étant donné qu'elle ne prévoit pas se départir de ses placements et que ces bénéfices non répartis deviennent imposables.

Les montants des tableaux présentés précédemment pour 2003 et 2002 incluent une provision pour moins-value de 12 358 000 \$ et 20 081 000 \$ respectivement, relativement à des reports de pertes prospectifs et autres économies d'impôts disponibles. La variation nette de la provision pour moins-value pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 s'explique, principalement, par une réduction d'un montant de 7 465 000 \$ provenant de l'utilisation de pertes fiscales pour lesquelles une provision pour moins value avait été comptabilisée. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, la variation nette de la provision pour moins value s'expliquait principalement par une réduction d'un montant de 7 717 000 \$ comptabilisé en contrepartie du crédit reporté dans le cadre de la liquidation de certaines sociétés du secteur de la production et distribution.

Au 31 décembre 2003, la Société disposait, aux fins des impôts sur le bénéfice, de reports de pertes d'approximativement 30 903 000 \$ (68 591 000 \$ en 2002) dont elle peut se servir pour réduire ses bénéfices imposables futurs et venant à échéance de 2004 à 2010, ainsi que de 81 659 000 \$ (78 529 000 \$ en 2002) de pertes en capital sans échéance et pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé.

## 7. Coentreprises

La quote-part des opérations dans les coentreprises incluses dans les états financiers consolidés de la Société se détaille comme suit :

	2003 (12 mois)	2002 (16 mois)
Résultats consolidés		
Produits d'exploitation	10 194 \$	16 885 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	9 683	17 608
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les postes suivants	511	(723)
Amortissement	602	712
Charges financières	81	253
Impôts sur le bénéfice	294	758
Perte nette	(466)\$	(2 446)\$
Bilans consolidés		
Actif à court terme	6 466 \$	4 253 \$
Actif à long terme	2 476	3 103
Passif à court terme	3 320	12 432
Flux de trésorerie consolidés		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(8 822)	5 867
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	55	(1 869)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	9 430	—

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 8. Informations sur les flux de trésorerie

Les informations additionnelles à l'égard des états consolidés des flux de trésorerie se présentent comme suit :

- a) La variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement liés à l'exploitation se présente comme suit :

	2003	2002
	(12 mois)	(16 mois)
Diminution (augmentation) de l'actif		
Débiteurs	9 322 \$	4 449 \$
Investissements dans des produits télévisuels et des films	3 990	8 875
Stocks et charges payées d'avance	(1 244)	4 718
Augmentation (diminution) du passif		
Créditeurs et charges à payer	(23 708)	(14 121)
Produits reportés	(396)	18
Droits de diffusion et de distribution à payer	(4 316)	(1 477)
Actifs et passifs d'impôts exigibles	14 813	4 523
Autres	123	(688)
	(1 416)\$	6 297 \$

- b) Les intérêts versés ainsi que les impôts sur le bénéfice payés et classés au titre des activités d'exploitation se présentent comme suit :

	2003	2002
	(12 mois)	(16 mois)
Intérêts versés	1 576 \$	4 628 \$
Impôts sur le bénéfice (encaissés) versés	(8 020)	12 417

- c) Les opérations hors caisse :  
Les états consolidés des flux de trésorerie excluent les opérations hors caisse suivantes :

	2003	2002
	(12 mois)	(16 mois)
Ajustement du prix d'acquisition de Publicor	1 540 \$	– \$
Acquisitions d'immobilisations financées par les créditeurs et charges à payer	691	–

## 9. Débiteurs :

	2003	2002
Comptes clients	73 237 \$	81 448 \$
Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun	9 273	7 821
Crédits d'impôt à recevoir	5 405	7 718
Actifs d'impôts exigibles	2 274	15 508
	90 189 \$	112 495 \$

Les comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun sont affectés des mêmes conditions que les comptes clients.

Les sociétés sous contrôle commun représentent les filiales de la Société mère ultime, Quebecor inc.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 10. Investissements dans des produits télévisuels et des films

	2003		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions réalisées et en cours de réalisation	2 502 \$	– \$	2 502 \$
Droits de diffusion	26 382	13 810	40 192
Droits de distribution	–	5 985	5 985
	<b>28 884 \$</b>	<b>19 795 \$</b>	<b>48 679 \$</b>
	2002		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions réalisées et en cours de réalisation	3 178 \$	– \$	3 178 \$
Droits de diffusion	25 810	14 348	40 158
Droits de distribution	–	9 333	9 333
	<b>28 988 \$</b>	<b>23 681 \$</b>	<b>52 669 \$</b>

## 11. Placements

	2003	2002
Sociétés satellites		
Télé Inter-Rives Ltée, participation de 45 %	5 330 \$	4 901 \$
9085-3011 Québec Inc. a)	2 748	2 868
Autre placement dans des sociétés satellites	(25)	(25)
	<b>8 053</b>	<b>7 744</b>
Autres placements		
Prêt à terme b)	2 939	3 494
Billet à recevoir de 9085-3011 Québec Inc. a)	8 500	8 500
Autres placements de portefeuille	2 902	2 902
	<b>22 394 \$</b>	<b>22 640 \$</b>

- a) 9085-3011 Québec Inc. est une société détenue à 50 % par Groupe TVA Inc. et 50 % par des sociétés sous contrôle commun. 9085-3011 Québec Inc. détient une participation de 22,4 % dans la société Netgraphe Inc. Le billet à recevoir porte intérêt au taux préférentiel plus 4 % et est encaissable sur demande.
- b) Le prêt à terme de 2 939 000 \$ porte intérêt au taux de 8 % depuis le 1er août 2001 (6 % avant cette date) et vient échéance le 1er août 2007.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 12. Immobilisations corporelles

	2003		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	3 168 \$	– \$	3 168 \$
Bâtiments	62 519	38 585	23 934
Équipements	147 030	114 995	32 035
Projets en cours	3 726	–	3 726
	<b>216 443 \$</b>	<b>153 580 \$</b>	<b>62 863 \$</b>
	2002		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	3 168 \$	– \$	3 168 \$
Bâtiments	61 929	36 444	25 485
Équipements	144 781	106 723	38 058
Projets en cours	1 218	–	1 218
	<b>211 096 \$</b>	<b>143 167 \$</b>	<b>67 929 \$</b>

## 13. Autres éléments d'actif

	2003	2002
Actifs au titre des prestations constituées des régimes de retraite (note 19)	<b>3 819 \$</b>	3 864 \$
Charges reportées		
Frais de financement reportés	<b>550</b>	987
Frais de démarrage de services spécialisés reportés	<b>2 801</b>	3 409
	<b>7 170 \$</b>	8 260 \$

## 14. Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires sont constitués d'emprunts à terme qui ont été remboursés en totalité au cours de l'exercice 2003.

## 15. Crédoiteurs et charges à payer

	2003	2002
Comptes fournisseurs et charges à payer	<b>48 126 \$</b>	61 675 \$
Comptes à payer à des sociétés sous contrôle commun	<b>4 524</b>	11 604
Passifs d'impôts exigibles	<b>2 124</b>	2 139
	<b>54 774 \$</b>	75 418 \$



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 16. Dette à long terme

Au cours de l'exercice précédent, la Société avait conclu une nouvelle convention de crédit qui consistait en un emprunt bancaire à terme rotatif maximum de 135 000 000 \$, portant intérêt à des taux fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur les fonds générés.

Au cours de l'exercice, la Société a exercé son droit afin de prolonger d'une année sa convention de crédit. La nouvelle date d'échéance est le 11 février 2006.

Au 31 décembre 2003, les sommes empruntées comprennent 18 914 000 \$ (44 820 000 \$ en 2002) d'acceptations bancaires, portant intérêt au taux de 2,76 % (2,81 % en 2002) et 5 450 000 \$ (6 400 000 \$ en 2002) d'avances sur la marge de crédit portant intérêt au taux de 4,5 % (4,5 % en 2002).

L'emprunt bancaire à terme rotatif est garanti par une hypothèque de 230 000 000 \$ sur l'universalité des biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, présents et futurs de la Société.

En vertu de la convention de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2003, la Société respecte les restrictions concernant les ratios financiers. De plus, la Société est limitée quant aux montants d'acquisition d'immobilisations, d'acquisitions de placements, de dividendes et de paiements aux actionnaires.

Au 31 décembre 2003, la Société avait des lettres de crédit en circulation d'un montant de 712 000 \$ (486 000 \$ en 2002).

## 17. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries

Un nombre illimité d'actions ordinaires de classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale

Un nombre illimité d'actions de classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale

	2003	2002
Émis et payé :		
4 320 000 actions ordinaires de classe A	72 \$	72 \$
28 187 447 actions de classe B (29 552 897 en 2002)	140 808	146 858
	<b>140 880 \$</b>	<b>146 930 \$</b>

Au cours de l'exercice, la Société a émis 86 750 actions de classe B (1 000 en 2002), à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions, pour une contrepartie en espèces de 1 166 000 \$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours de l'exercice, la Société a déposé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dans le but de racheter pour annulation, entre le 3 juin 2003 et le 2 juin 2004, une tranche maximale de 1 797 708 actions de classe B de la Société non détenues par des initiés, représentant approximativement 10 % du nombre d'actions de classe B émises et en circulation au début de l'offre publique de rachat. La Société rachète ces actions de classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 17. Capital-actions (suite)

Au cours de l'exercice, 1 452 200 actions (557 100 actions en 2002) ont été rachetées pour annulation pour une contrepartie nette au comptant de 25 772 000 \$ (7 866 000 \$ au 31 décembre 2002). De ces 1 452 200 actions rachetées, 168 500 n'étaient pas encore annulées au 31 décembre 2003 (96 500 actions au 31 décembre 2002).

Au cours de l'exercice précédent, la Société avait déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dans le but de racheter pour annulation, entre le 3 juin 2002 et le 2 juin 2003, une tranche maximale de 1 917 335 actions de classe B de la Société non détenues par des initiés, représentant approximativement 10 % du nombre d'actions de classe B émises et en circulation au début de l'offre publique de rachat.

L'offre de rachat dans le cours normal des activités qui s'est terminée le 2 juin 2003 a permis à la Société de racheter 1 377 500 actions de classe B entre le 3 juin 2002 et le 2 juin 2003, le maximum autorisé était de 1 917 335 actions.

Régime d'options d'achat d'actions de classe B, à l'intention des dirigeants

Le 18 octobre 1999, la Société a remplacé le régime d'options d'achat d'actions de classe B, instauré en 1990 (ci-après le régime de 1990), sauf pour les options déjà octroyées, mais non encore exercées. Pour ces options, les modalités du régime de 1990 s'appliquent toujours. Le régime de 1990 avait été instauré au profit de certains cadres supérieurs désignés. Ce régime prévoyait notamment que le prix de souscription de chaque action de classe B, visée par une option, était égal à la moyenne des cours de clôture des actions en Bourse pour les cinq derniers jours précédant la date de l'octroi de l'option. Aucune option ne peut être exercée avant le deuxième anniversaire de sa date d'octroi; à compter de cette date, les options pourront être exercées à raison de 25 % des actions visées par année (« des options conventionnelles »). La durée de l'option est de 10 ans. Au cours de l'exercice, la Société n'a octroyé aucune option conventionnelle en vertu de ce régime.

Le régime, instauré au profit des dirigeants de la Société et de ses filiales, prévoit notamment que l'octroi, les conditions et les modalités afférentes aux options octroyées seront fixés par le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines de la Société. Toutefois, le prix de souscription de chaque action de classe B, visée par une option, ne pourra être inférieur au cours de la clôture des actions en Bourse le jour précédant la date de l'octroi de l'option. De plus, la durée des options ne pourra excéder 10 ans. Un nombre maximum de 1 400 000 actions seront réservées aux fins du régime. De plus, selon l'atteinte des conditions, un maximum de 200 000 options d'achat d'actions de classe B additionnelles seront octroyées à différentes dates jusqu'en 2010 à des prix d'exercice fixés au moment de l'octroi. Au cours de l'exercice, la Société n'a octroyé aucune option d'achat d'actions de classe B (aucune en 2002), dont l'exercice est conditionnel à la performance du cours des actions de classe B en Bourse sur des périodes s'échelonnant jusqu'en 2010 (« des options de performance »). La Société n'a octroyé aucune option d'achat d'actions (60 000 options en 2002), pouvant être levées à raison de 25 % des actions visées par année (« des options conventionnelles »), à compter du deuxième anniversaire de leur date d'octroi.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 17. Capital-actions (suite)

Régime d'options d'achat d'actions de classe B, à l'intention des dirigeants (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2003 et 2002 des options conventionnelles et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

		2003		2002	
		(12 mois)		(16 mois)	
		Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)		Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	
Options conventionnelles	Nombre		Nombre		
Solde au début de l'exercice	347 050	15,69 \$	378 050	17,86 \$	
Octroyées	—	—	60 000	10,82	
Exercées	(86 750)	13,44	(1 000)	6,88	
Annulées	(10 000)	25,20	(90 000)	21,65	
Solde à la fin de l'exercice	250 300	16,09 \$	347 050	15,69 \$	
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	145 300	18,92 \$	219 550	17,55 \$	
Options en cours Options pouvant être exercées					
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2003	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2003	Prix de d'exercice moyen pondéré (en dollars)
3,43 \$ à 7,72 \$	1 800	1,64	3,58 \$	1 800	3,58 \$
7,73 \$ à 11,59 \$	64 000	6,03	10,82	4 000	10,87
11,60 \$ à 17,40 \$	77 500	6,92	14,00	32 500	14,00
17,41 \$ à 25,50 \$	107 000	6,40	20,97	107 000	20,97
	250 300			145 300	

NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

17. Capital-actions (suite)

Régime d'options d'achat d'actions de classe B, à l'intention des dirigeants (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2003 et 2002 des options de performance et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

2003			2002	
(12 mois)			(16 mois)	
Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)			Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	
Options de performance	Nombre		Nombre	
Solde au début de l'exercice	50 000	18,85 \$	90 000	21,81 \$
Annulées	–	–	(40 000)	25,50
Solde à la fin de l'exercice	50 000	18,85 \$	50 000	18,85 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	50 000	18,85 \$	50 000	18,85 \$

Options en cours			Options pouvant être exercées	
Prix d'exercice	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2003	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2003	Prix de levée moyen pondéré (en dollars)
18,85 \$	50 000	0,80	50 000	18,85 \$

Régimes d'actionnariat de classe B à l'intention des cadres et des employés

En 1998, la Société a instauré des régimes d'achat d'actions visant un nombre total de 750 000 actions de classe B, réservées aux employés et cadres de la Société. Les régimes prévoient que les participants peuvent souscrire aux actions selon certaines modalités liées à leur rémunération. Les actions seront souscrites pour un prix correspondant à 90 % de la moyenne des cours de clôture en Bourse. Les plans prévoient aussi des modalités de financement sans intérêt. Au cours de l'exercice, aucune action de classe B (aucune en 2002) n'a été octroyée en vertu de ces régimes. Le solde pouvant être émis est de 562 396 actions au 31 décembre 2003 (562 396 en 2002).

Régime de rémunération différée d'unités d'actions fictives

Au cours de l'exercice terminé le 27 août 2000, la Société a instauré un régime d'intéressement à long terme pour certains membres de la haute direction. Les unités d'actions fictives sont rachetables (en espèces ou en actions, ou par une combinaison d'espèces et d'actions) seulement au moment de la cessation d'emploi du participant. Le nombre total d'unités d'actions fictives qui peuvent être octroyées conformément à ce régime ne peut excéder 25 000. Au cours de l'exercice, la Société n'a octroyé aucune unité (aucune en 2002). Aucune unité n'est en circulation aux 31 décembre 2003 et 2002.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 17. Capital-actions (suite)

Régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Média inc.

Le 5 décembre 2003, Quebecor Média inc. a procédé au regroupement de ses actions ordinaires selon le ratio de regroupement d'une action ordinaire après regroupement pour 70 actions ordinaires avant regroupement. En conséquent, toutes les informations relatives au régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Média inc. ont été redressé afin de refléter l'impact de ce regroupement.

En vertu d'un régime d'options d'achat d'actions créé par Quebecor Média inc., 6 185 714 actions ordinaires de Quebecor Média inc. ont été réservées pour les membres de la haute direction, les cadres supérieurs et les autres employés clés de Quebecor Média inc. et ses filiales. Chaque option peut être exercée au cours des 10 années suivant la date d'octroi, à un prix d'exercice n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires, au moment de l'octroi, tel que déterminé par le conseil d'administration de Quebecor Média inc. (advenant que les actions ordinaires de Quebecor Média inc. ne soient pas inscrites à une Bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le prix demandé pour les actions ordinaires de Quebecor Média inc. sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites à la date de l'octroi. Sauf lorsque autorisé par le comité de rémunération de Quebecor Média inc. advenant une transaction impliquant un changement de contrôle, aucune option ne pourra être exercée par les détenteurs d'options tant et aussi longtemps, que les actions ordinaires de Quebecor Média inc. n'auront pas été inscrites à une Bourse reconnue. Advenant que, le 31 décembre 2007 les actions ordinaires de Quebecor Média inc. ne soit pas inscrites à une Bourse reconnue, les détenteurs d'options auront jusqu'au 31 janvier 2008 pour exercer leur droit de recevoir en espèces la plus-value de ces options. Advenant que, le 31 décembre 2009, les actions de Quebecor Média inc. ne soient pas inscrites à une Bourse reconnue, les détenteurs d'options auront jusqu'au 31 janvier 2010 pour exercer leur droit de recevoir en espèces la plus-value de ces options. À l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération de Quebecor Média inc. en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes déterminées par le comité de rémunération de Quebecor Média inc. au moment de l'octroi : i) en portion égale sur une période de cinq ans dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi, ii) en portion égale sur une période de quatre ans dont la première tranche de 25 % est acquises deux ans suivant la date de l'octroi, ou iii) en portion égale sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Toutes les options en cours au 31 décembre 2003 ont été octroyées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002. Au 31 décembre 2003, aucune option ne peut être exercée et au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2003, aucune option n'a été annulée. Au cours de l'exercice 2003, la Société a constaté une charge de rémunération de 300 000 \$ (néant en 2002) relativement à ces options d'achat d'actions. La contrepartie représente un compte à payer à Quebecor Média inc.



NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

17. Capital-actions (suite)

Régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Média inc. (suite)

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions octroyées aux membres de la haute direction, les cadres supérieurs et les autres employés clés de la Société, aux 31 décembre 2003 et 2002 :

Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre	Valeur d'exercice (en dollars)	Options en cours
			Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)
16,17 \$	85 806	1 387 483 \$	8,20

Bénéfice par action

Les tableaux suivants présentent les calculs du bénéfice de base et dilué par action :

	2003	2002
	(12 mois)	(16 mois)
Bénéfice net	54 513 \$	63 201 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 053 045	34 336 013
Effet de dilution des options d'achat d'actions	62 028	12 373
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	33 115 073	34 348 386
Bénéfice de base et dilué par action (en dollars)	1,65 \$	1,84 \$

18. Crédits d'impôt et aide gouvernementale

Les produits d'exploitation comprennent des sommes d'un montant de 2 240 000 \$ (2 513 000 \$ en 2002) au titre d'aide gouvernementale, soit 2 240 000 \$ (1 549 000 \$ en 2002) sous forme d'aide à la rédaction et néant (964 000 \$ en 2002) sous forme de crédits d'impôt remboursables. De plus, les frais de production ont été réduits d'un montant de 2 558 000 \$ (4 454 000 \$ en 2002) au titre d'aide gouvernementale, soit un montant de 1 389 000 \$ (2 602 000 \$ en 2002) représentant des crédits d'impôt remboursables et un montant de 1 169 000 \$ (1 852 000 \$ en 2002) au titre de financement de la production.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 19. Régime de retraite et avantages complémentaires de retraite

Les informations relatives aux régimes à prestations déterminées pris collectivement se détaillent comme suit :

	2003		2002	
	Régimes de retraite (12 mois)	Autres régimes (12 mois)	Régimes de retraite (16 mois)	Autres régimes (16 mois)
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	100 246 \$	1 535 \$	101 559 \$	1 073 \$
Cotisations des participants	712	—	887	—
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 041	—	1 619	—
Intérêts débiteurs	6 629	70	9 304	71
Modification de régimes	1 259	—	3 218	163
Acquisitions d'entreprise	2 678	76	—	—
Prestations versées	(7 594)	(122)	(10 264)	(1 112)
Perte actuarielle	—	—	—	340
Modification des hypothèses	10 746	55	( 6 077)	—
Solde à la fin de l'exercice	115 717 \$	1 614 \$	100 246 \$	1 535 \$
	2003		2002	
	Régimes de retraite (12 mois)	Autres régimes (12 mois)	Régimes de retraite (16 mois)	Autres régimes (16 mois)
Actifs des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	104 370 \$	— \$	110 868 \$	— \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	15 190	—	86	—
Cotisations de l'employeur	1 010	—	2 793	—
Cotisations des participants	712	—	887	—
Prestations versées	(7 594)	—	(10 264)	—
Acquisitions d'entreprise	2 647	—	—	—
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	116 335 \$	— \$	104 370 \$	— \$

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 19. Régime de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

	2003		2002	
	Régimes de retraite (12 mois)	Autres régimes (12 mois)	Régimes de retraite (16 mois)	Autres régimes (16 mois)
Excédent des actifs (obligations) sur les obligations (actifs) à la fin de l'exercice	618 \$	(1 614)\$	4 124 \$	(1 535)\$
Coût des prestations pour services passés non constatés	6 536	88	5 676	121
Perte actuarielle nette non constatée	9 545	342	6 131	340
Obligation (actif) transitoire non constatée	(6 652)	669	(7 154)	750
Actif (obligation) au titre des prestations constituées	10 047	(515)	8 777	(324)
Provision pour moins-value	(6 228)	—	(4 913)	—
Actif (obligation) au titre des prestations constituées, déduction faite de la provision pour moins-value	3 819 \$	(515)\$	3 864 \$	(324)\$

Suite à l'acquisition des actifs et passifs de Publicor au 16 mai 2002 (voir note 3), la Société a obtenu le transfert des obligations au titre des prestations constituées et les actifs du régime relatif aux employés transférés au cours de l'exercice 2003.

Le tableau suivant présente la composition de la charge d'avantages sociaux des régimes à prestations déterminées pour les exercices :

	2003		2002	
	Régimes de retraite (12 mois)	Autres régimes (12 mois)	Régimes de retraite (16 mois)	Autres régimes (16 mois)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 041 \$	— \$	1 619 \$	— \$
Intérêts débiteurs	6 629	70	9 304	71
Rendement prévu des actifs des régimes	(7 936)	—	(10 758)	—
Amortissement du coût des services passés	411	33	3 322	44
Amortissement de l'obligation (actif) transitoire	(502)	82	(669)	109
Variation de la provision pour moins-value	1 315	—	81	—
Amortissement de la perte actuarielle non amortie	98	20	—	49
Charge d'avantages sociaux	1 056 \$	205 \$	2 899 \$	273 \$

NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

19. Régime de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les hypothèses significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2003	2002
Taux d'actualisation	6,25 %	6,75 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	7,75 %	7,75 %
Taux de croissance de la rémunération	3,25 %	3,25 %

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par personne a été fixé à 9 % en 2003. Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement à 5 % sur une période de 10 ans et par la suite, demeurer à ce niveau.

La charge totale de la Société au titre des régimes de retraite à cotisations déterminées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 s'élève à 2 658 700 \$ (3 320 000 \$ en 2002 pour 16 mois).

20. Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2003, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées, dans le cours normal de ses activités. Les transactions avec des sociétés apparentées sont enregistrées à la valeur d'échange établie par contrat.

Produits d'exploitation

La Société a comme politique de transiger le temps d'antenne, les ventes d'émissions et la location des services techniques de production et de postproduction avec les sociétés sous contrôle commun à la valeur du marché. La Société a vendu du temps d'antenne à des sociétés sous contrôle commun et a fourni des services techniques de production et de postproduction pour un montant global de 16 122 000 \$ (19 760 000 \$ en 2002).

Charges d'exploitation, de vente et d'administration

La Société a versé des honoraires de gestion à la Société mère pour un montant de 1 500 000 \$ (1 867 000 \$ en 2002). La Société a reçu, de sociétés sous contrôle commun, des services informatiques et de communications, d'imprimerie et de pelliculage et des droits d'accès pour un montant global de 33 250 000 \$ (36 978 000 \$ en 2002).

21. Engagements, garanties et éventualités

a) Engagements

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation, principalement pour des services et des locaux pour bureaux ainsi qu'en contrats d'acquisition de droits de distribution et diffusion, représentant des paiements totaux de 35 374 000 \$ jusqu'en 2011. Les paiements minimums pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2004	14 535 \$
2005	6 423
2006	4 513
2007	2 843
2008	2 221
2009 et suivants	4 839

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

## 21. Engagements, garanties et éventualités (suite)

### b) Garanties

La Société a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Société devra alors compenser le bailleur, selon certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 790 000 \$. Au 31 décembre 2003, la Société n'a inscrit aucun passif relativement à ces garanties.

Dans le cours normal de ses opérations, la Société procure à des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que contrats d'acquisitions, ententes de service et contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les coûts engagés en regard de certains changements aux lois et règlements (incluant celles relatives aux lois fiscales) ou résultant de poursuites judiciaires ou sanctions réglementaires résultant de ces transactions. Les termes de ces indemnisations vont varier d'une transaction à l'autre, en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que celle-ci pourrait être tenue de verser aux contreparties. Historiquement, la Société n'a jamais eu à faire des débours significatifs en vertu de telles ententes. La Société n'a constaté aucun passif relativement à ces ententes puisqu'elle estime n'avoir aucun paiement à effectuer en vertu de ces ententes.

### c) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est impliquée dans diverses poursuites, litiges et réclamations. De l'avis de la direction, la résolution de ces poursuites, litiges et réclamations n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société.

## 22. Instruments financiers

### Gestion du risque de crédit

La Société est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Société, dans le cours normal de son exploitation, évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit pour tout nouveau client. Au 31 décembre 2003, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses pour répondre au risque de crédit propre à ses clients, aux tendances historiques et autres informations sur la situation économique. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité.

### Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, du découvert bancaire et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an. La juste valeur de la dette à long terme équivaut à la valeur comptable aux 31 décembre 2003 et 2002 étant donné qu'il porte intérêt à taux variable. La juste valeur des autres placements est comparable à leur valeur comptable.



NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

23. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés analogiques et numériques, de la maison de production JPL Production Inc. et du télé-achats;
- Le secteur de la distribution inclut les activités de distribution de produits télévisuels et de films;
- Le secteur de l'édition inclut les activités de Les Publications TVA Inc. et ses filiales et Les Publications TVA II Inc., éditeurs de magazines de langue française spécialisés dans les domaines des arts, du spectacle, de la télévision, de la mode, de la décoration et autres;

Les éléments non alloués représentent les éliminations de transactions intersectorielles ainsi que le placement dans 9085-3011 Québec Inc.

Les secteurs isolables déterminés par la direction de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des biens et services divers. Ils sont gérés séparément, entre autres parce que chaque secteur exige des stratégies de mise en marché différentes.

Les conventions comptables pour ces secteurs sont les mêmes que celles suivies par la Société dans son ensemble (voir note 2).

Les tableaux suivants présentent des informations sur les résultats et sur l'actif :

	2003				
	(12 mois)				
	Télévision	Édition	Distribution	Éléments non alloués	Total
Produits d'exploitation	245 643 \$	77 606 \$	19 872 \$	(2 176) \$	340 945 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	182 415	58 527	20 720	(2 176)	259 486
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres éléments	63 228 \$	19 079 \$	(848)\$	– \$	81 459 \$
Acquisitions d'immobilisations	5 544 \$	198 \$	– \$	– \$	5 742 \$
Écart d'acquisition	2 539 \$	69 859 \$	– \$	– \$	72 398 \$
Actif total	274 975 \$	86 636 \$	17 002 \$	11 248 \$	389 861 \$

NOTES AFFÉRENTES  
AUX ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS (SUITE)

Exercices terminés les 31 décembre 2003 et 2002  
(Les montants présentés dans les tableaux  
sont exprimés en milliers de dollars.)

23. Information sectorielle (suite)

	2002 (16 mois)				
	Télévision	Édition	Distribution	Éléments non alloués	Total
Produits d'exploitation	321 103 \$	81 836 \$	38 755 \$	(2 500) \$	439 194 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	233 801	61 521	38 755	(2 500)	331 577
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres éléments	87 302 \$	20 315 \$	– \$	– \$	107 617 \$
Acquisitions d'immobilisations	6 384 \$	1 363 \$	– \$	– \$	7 747 \$
Écart d'acquisition	1 755 \$	68 320 \$	– \$	– \$	70 075 \$
Actif total	304 136 \$	84 513 \$	25 924 \$	11 368 \$	425 941 \$

24. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice précédent présentés à des fins de comparaison ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

# INFORMATIONS FINANCIÈRES PÉRIODIQUES

## Sommaire des résultats 2003

					2003
RÉSULTATS CONSOLIDÉS PAR TRIMESTRE *	Premier	Deuxième	Troisième	Quatrième	Total
(en milliers de dollars sauf les montants par action)	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	(12 mois)
Produits d'exploitation	84 276 \$	92 396 \$	67 265 \$	97 008 \$	340 945 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres éléments	14 549	26 666	11 664	28 580	81 459
Bénéfice net	8 997	17 637	6 421	21 458	54 513
Bénéfice net par action	0,27 \$	0,53 \$	0,20 \$	0,66 \$	1,65 \$
Fonds générés par l'exploitation courante	11 508	23 858	10 210	27 721	73 297
Fonds générés par l'exploitation courante par action	0,34 \$	0,72 \$	0,31 \$	0,85 \$	2,22 \$
Moyenne pondérée des actions en circulation (en milliers)	33 593	33 141	32 839	32 639	33 053
Cotes à la bourse de Toronto					
Haut	16,09 \$	19,15 \$	21,75 \$	23,00 \$	
Bas	14,10 \$	15,65 \$	17,82 \$	19,40 \$	
Clôture	15,80 \$	19,00 \$	20,85 \$	20,98 \$	

\*Les variations saisonnières du commerce de détail influencent les résultats financiers périodiques de TVA, tels qu'en témoignent les chiffres ci-dessus

## Sommaire des résultats 2002

						2002
RÉSULTATS CONSOLIDÉS PAR PÉRIODE *	Première	Deuxième	Troisième	Quatrième	Cinquième	Total
(en milliers de dollars sauf les montants par action)	période	période	période	période	période	
	(4 mois)	(3 mois)	(3 mois)	(3 mois)	(3 mois)	(16 mois)
	(au 31 déc. )	(au 31 mars )	(au 30 juin )	(au 30 sept. )	(au 31 déc. )	
Produits d'exploitation	115 839 \$	77 316 \$	80 625 \$	68 148 \$	97 266 \$	439 194 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres éléments	28 719	13 320	21 732	13 012	30 834	107 617
Bénéfice net	10 833	6 530	11 991	6 792	27 055	63 201
Bénéfice net par action	0,31 \$	0,19 \$	0,35 \$	0,20 \$	0,80 \$	1,84 \$
Fonds générés par l'exploitation courante	19 822	9 956	14 908	11 013	28 864	84 563
Fonds générés par l'exploitation courante par action	0,58 \$	0,29 \$	0,43 \$	0,32 \$	0,85 \$	2,46 \$
Moyenne pondérée des actions en circulation(en milliers)	34 429	34 429	34 429	34 406	34 023	34 336
Cotes à la bourse de Toronto						
Haut	13,95 \$	13,50 \$	17,15 \$	15,40 \$	14,25 \$	
Bas	8,07 \$	10,80 \$	13,00 \$	12,20 \$	12,10 \$	
Clôture	10,80 \$	13,50 \$	14,20 \$	12,25 \$	13,95 \$	

\* Les variations saisonnières du commerce de détail influencent les résultats financiers périodiques de TVA, tels qu'en témoignent les chiffres ci-dessus

# REVUE DES SIX DERNIÈRES ANNÉES

Résultats consolidés (en milliers de dollars)	2003	2002 (16 mois)	2001	2000	1999	1998
Produits d'exploitation	340 945 \$	439 194 \$	344 652 \$	289 288 \$	239 051 \$	212 784 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	259 486	331 577	274 102	226 475	175 249	157 292
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres éléments	81 459	107 617	70 550	62 813	63 802	55 492
Amortissement	11 980	15 165	14 190	11 414	11 341	10 224
Charges financières	1 111	2 693	9 498	4 434	1 783	2 545
Autres éléments	418	2 396	183 949	(9 867)	–	(1 126)
Bénéfice (perte) avant impôts sur le bénéfice, part des actionnaires sans contrôle et part des bénéfices (pertes) dans les sociétés satellites	67 950	87 363	(137 087)	56 832	50 678	43 849
Impôts sur le bénéfice	13 928	19 273	18 810	21 884	20 390	18 150
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle et part des bénéfices (pertes) dans les sociétés satellites	54 022	68 090	(155 897)	34 948	30 288	25 699
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	50 034	1 107	–	–
Part des bénéfices (pertes) dans les sociétés satellites	491	(4 889)	(11 623)	5 805	181	111
Bénéfice (perte) avant amortissement de l'écart d'acquisition	54 513	63 201	(117 486)	41 860	30 469	25 810
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	–	3 876	1 653	80	–
Bénéfice net (perte nette)	54 513 \$	63 201 \$	(121 362 \$)	40 207 \$	30 389 \$	25 810 \$

Données financières et ratios (en milliers de dollars sauf les montants par action)	2003	2002 (16 mois)	2001	2000	1999	1998
Fonds générés par l'exploitation courante	73 297 \$	84 563 \$	16 362 \$	38 417 \$	43 887 \$	39 734 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 742)	(7 747)	(7 786)	(12 856)	(15 472)	(13 815)
Immobilisations corporelles	62 863	67 929	76 287	84 805	73 132	65 915
Actif total	389 861	425 941	408 870	582 409	259 778	238 868
Dette à long terme	24 364	51 220	53 875	112 451	19 599	10 636
Avoir des actionnaires	242 153	218 628	169 097	321 618	168 578	139 101
Ratio de la structure financière	9 %	19 %	24 %	26 %	10 %	7%
Par action						
Bénéfice net (perte nette)	1,65 \$	1,84 \$	(3,55 \$)	1,31 \$	1,06 \$	0,90 \$
Fonds générés par l'exploitation courante	2,22 \$	2,46 \$	0,48 \$	1,26 \$	1,53 \$	1,39 \$
Valeur comptable	7,45 \$	6,45 \$	4,91 \$	9,49 \$	5,86 \$	4,85 \$

Évolution des parts de marché

(Province de Québec, marché francophone)  
(Lundi au dimanche de 6 h à 2 h, BBM 2+)

	2003		2002 (16 mois)			2001		2000		1999		1998	
Printemps / Automne (%)	A03	P03	A02	P02	A01	P01	A00	P00	A99	P99	A98	P98	A97
Stations francophones													
Réseau TVA	34	38	36	36	35	36	37	36	38	40	40	38	41
Société Radio-Canada	13	16	17	18	20	19	20	21	22	22	23	23	22
Réseau TQS	17	12	14	15	14	14	14	13	12	11	10	11	10
Télé-Québec	3	3	3	3	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Stations anglophones	4	4	4	4	4	4	4	4	3	3	4	4	4
Stations américaines	3	3	2	2	3	3	3	3	3	3	3	4	3
Canaux spécialisés et payants	20	19	19	17	17	19	17	16	14	13	13	14	13
Autres	6	5	5	5	5	3	3	5	6	6	5	5	6



## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## DIRIGEANTS

### Fernand Belisle <sup>(1)</sup>

Consultant

### André Bourbonnais

Président

CDP Capital-Communications inc.

### Marc Courtois <sup>(1)</sup>

Président du conseil

Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants

### Jacques Dorion <sup>(2)</sup>

Président et chef de la direction

Carat Canada

### Serge Gouin

Directeur consultatif

Marchés Mondiaux Citigroup inc.

*(1) Membre du comité de vérification*

*(2) Membre du comité de rémunération*

### Serge Bellerose

Vice-président, canaux spécialisés,  
affaires corporatives et stations régionales

### Raynald Brière

Président et chef de la direction

### Paul Buron

Vice-président principal  
et chef de la direction financière

### Michel Grégoire

Vice-président, finances et administration  
Les Publications TVA inc.

### Jean Yves Hinse

Vice-président, ressources humaines

### Philippe Labelle

Vice-président, affaires juridiques et secrétaire

### Pierre Lampron

Président

TVA Films

### Sylvie Lalande <sup>(1)</sup>

Administrateur de sociétés

### Jean Neveu

Président du conseil

Quebecor inc.

### Pierre Karl Péladeau <sup>(2)</sup>

Président et chef de la direction

Quebecor inc.

Président et chef de la direction

Quebecor Média inc.

### Sylvain Toutant

Administrateur de sociétés

### Laurent Verreault <sup>(2)</sup>

Président et chef de la direction

Groupe Laperrière et Verreault inc.

### Philippe Lapointe

Vice-président, nouvelles  
et affaires publiques TVA et LCN

### Jean Neveu

Président du conseil

### Sophie Pellerin

Vice-présidente, programmation

### Reneault Poliquin

Vice-président, ventes

### Luc Sauvageau

Vice-président, exploitation

### Claire Syril

Vice-présidente principale

et directrice générale

Les Publications TVA inc.

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### **Siège social**

Groupe TVA inc.  
1600 boulevard de Maisonneuve Est  
Montréal, Québec H2L 4P2

### **Site Internet**

[www.tva.ca/noe.com](http://www.tva.ca/noe.com)

### **Agent de transfert**

Trust Banque Nationale

### **Vérificateurs**

KPMG s.r.l.

An English version of this annual  
report is available at the head  
office of the company.

### **Communications**

Lorraine Frenette  
Tél.: (514) 598-2911  
Fax: (514) 598-6079  
[lorraine.frenette@tva.ca](mailto:lorraine.frenette@tva.ca)

### **Assemblée annuelle**

L'assemblée annuelle des actionnaires  
de Groupe TVA inc. se tiendra le 28 avril 2004 à 10 h  
au 1425, rue Alexandre-de-Sève,  
Montréal (Québec).

### **Dépôt légal**

Bibliothèque nationale  
du Québec, 2004

### **Graphisme**

NuDesign

### **Impression**

Quebecor World Graphique-Couleur

### **Photographies**

Ghislain Fournier

### **Couverture**

Paul Ducharme

